

*L'année économique
et sociale 2007*

Sommaire

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

<i>Environnement économique national</i>	4
<i>Conjoncture dans l'industrie</i>	6
<i>Commerce extérieur</i>	8
<i>Créations d'entreprises</i>	10
<i>Événements économiques et sociaux</i>	12

MARCHÉ DU TRAVAIL

<i>Emploi</i>	14
<i>Chômage</i>	16
<i>Politique de l'emploi</i>	18

POPULATION ET LOGEMENT

<i>Démographie</i>	20
<i>Bâtiment, travaux publics</i>	22
<i>Construction neuve</i>	24
<i>Immobilier</i>	26
<i>Aides au logement</i>	27

ANALYSES THÉMATIQUES

<i>Agriculture</i>	28
<i>Transports</i>	30
<i>Enseignement</i>	32
<i>Sanitaire et social</i>	34
<i>Revenu minimum d'insertion</i>	36
<i>Tourisme</i>	38

Éditorial

Un ralentissement inéluctable

Après un premier semestre placé sous de bons auspices, l'économie des pays industrialisés s'est trouvée prise dès l'été 2007 dans la tourmente des difficultés conjoncturelles internationales. La France a relativement bien résisté, même si la croissance a pu paraître amoindrie. Témoins de la bonne tenue de l'économie nationale, les créations d'emploi ont été substantielles.

Le Limousin est toutefois loin d'être à l'abri des inquiétudes. Dans l'industrie et la construction, malgré une bonne tenue de l'activité tout au long de 2007, les perspectives sont revues à la baisse. L'agriculture est déjà affectée, en 2007, par le contexte économique. Enfin, les créations d'emploi dans la région restent bien faibles en comparaison du niveau national, principalement en raison d'un développement moins rapide des services.

Publication de référence de l'économie régionale, l'« année économique et sociale » est un travail conjoint de l'Insee Limousin et des services publics régionaux. Réunies dans cet ouvrage, leurs contributions mettent en valeur la complémentarité et la richesse des informations détenues par chacun des partenaires.

Coordonné et publié par la direction régionale de l'Insee, ce bilan de l'année 2007 a été réalisé avec la participation de :

- la Banque de France,
- les Caisses d'allocations familiales,
- le Comité régional du tourisme,
- la direction interrégionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers,
- la direction régionale des Affaires sanitaires et sociales,
- la direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt,
- la direction régionale de l'Équipement,
- la direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
- le rectorat de l'Académie de Limoges.

Qu'ils soient ici tous remerciés de leur contribution.

Le directeur régional de l'Insee,

Michel Deroin-Thévenin

Environnement économique national

France : onde de choc amortie en 2007

La France a dû se contenter en 2007 d'un rythme de croissance légèrement en deçà de 2 %. Ce résultat n'est pas si décevant compte tenu des chocs économiques mondiaux survenus en cours d'année. Les ressorts internes de l'économie française se sont avérés plutôt solides, comme le montre le niveau élevé des créations d'emplois. Toutefois, début 2008, la stagnation aux États-Unis et le risque inflationniste accru devraient encore effriter un peu la croissance.

En 2007, l'environnement économique mondial n'a pas été favorable à une accélération de la croissance. Celle-ci a été menacée par plusieurs chocs d'ampleur internationale. Les sommets atteints par les cours du pétrole, puis la hausse brutale du prix des matières premières ont débouché sur un choc inflationniste. Le retournement du marché immobilier américain s'est matérialisé à l'été par une crise financière et une pénurie de liquidités. Enfin, l'appréciation rapide de l'euro, si elle a pu atténuer le risque d'inflation, a mis à mal la compétitivité des exportations.

Dans ce contexte, la zone euro a montré une bonne résistance. En France, la croissance a pu paraître languissante, ne parvenant pas à franchir la barre des 2 % : elle affiche seulement 1,9 % (contre 2,6 % en zone euro), après 2,2 %

en 2006. Ce résultat masque l'importante capacité de rebond dont a fait preuve le pays au troisième trimestre, l'écart de croissance avec les autres pays européens devenant très réduit en fin d'année.

Inflation contenue... jusqu'à l'automne

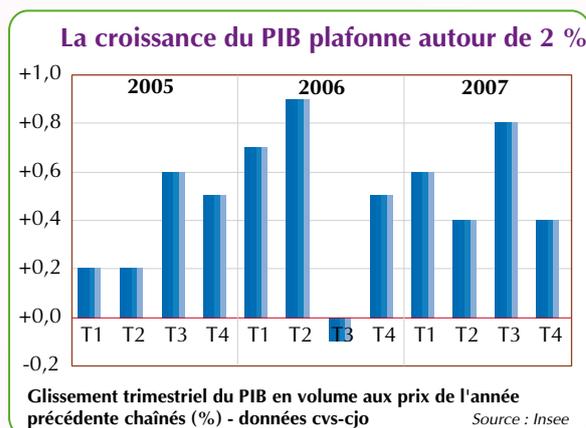
Les prix à la consommation étaient globalement restés sages durant les trois premiers trimestres de 2007 (+1,5 % seulement en glissement annuel fin septembre). Il se sont ensuite fortement accrus, atteignant +2,6 % fin décembre.

gnant +2,6 % fin décembre.

Le retour de l'inflation est dû au double effet des prix du pétrole et de l'alimentaire à partir de l'automne. En fin d'année, le baril de Brent se négociait à 100 dollars, contre 55 en janvier. Cette hausse s'explique par une croissance de la demande non compensée par une hausse de la production de l'OPEP, mais aussi par des tensions politiques et une météorologie perturbée. D'autre part, l'envolée des cours des matières premières alimentaires s'est répercutée sur les prix de détail au second semestre, notamment sur ceux des produits transformés.

Une consommation moins dynamique qu'attendu

Grâce aux réductions d'impôts et aux gains salariaux (+3 % dans le secteur privé), l'augmentation du revenu disponible brut des ménages a été nettement supérieure à l'inflation, jusqu'en septembre au moins. Ce surcroît de ressources a toutefois





davantage profité à l'épargne qu'à la consommation, dont le rythme est resté quasi-constant par rapport à 2006 (+2,1 %).

Les échanges extérieurs se dégradent encore

Depuis quatre ans, le déficit commercial de la France augmente jusqu'à atteindre désormais un niveau historique de 39 milliards d'euros. Le coût de l'énergie importée, malgré des volumes stables, se traduit dans la facture des importations. Les achats de biens de consommation importés de l'étranger se sont éga-

lement multipliés. Ainsi, le déficit commercial avec la Chine atteint à lui seul 18 milliards d'euros. Quant aux exportations, elles ont pu être pénalisées par le cours de la monnaie européenne, mais cette raison n'explique que partiellement leur diminution : en effet, elles faiblissent également en direction des pays de la zone euro, dont la demande de biens français recule. La dégradation est particulièrement marquée vis-à-vis de l'Allemagne, principal partenaire de la France. Au final, on estime que les échanges extérieurs ont coûté à la croissance française 0,3 point de PIB en 2007.

De bonnes nouvelles pour l'emploi

Les bons résultats de l'emploi sont le signe que l'économie nationale

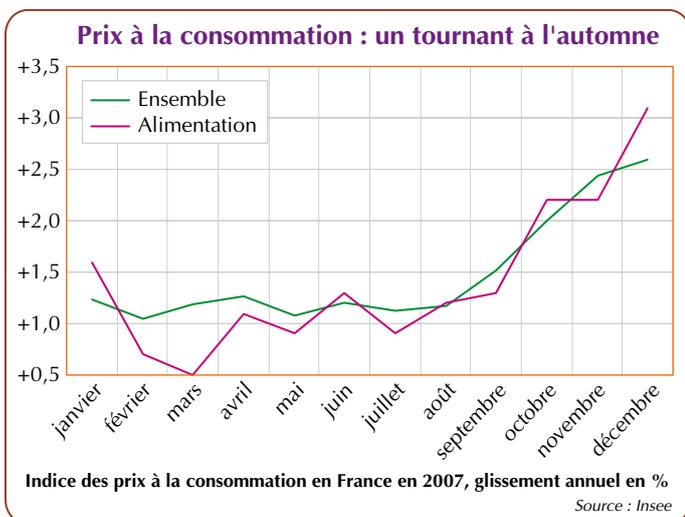
dispose de solides ressorts internes face à la dégradation de la conjoncture internationale. Les créations de postes sont estimées à plus de 360 000 pour 2007, contre 280 000 en 2006, ce qui constitue la plus forte progression depuis six années. Huit créations d'emploi sur dix sont dues au secteur marchand non agricole, avec une prépondérance des activités de service. L'emploi industriel diminue encore un peu moins vite (-41 000 après -61 000 en 2006) et le secteur de la construction reste créateur d'emplois. L'augmentation de l'emploi marchand est allée plus loin que ce que la croissance de la valeur ajoutée des secteurs correspondants aurait pu laisser supposer.

Emploi : nouvelle accélération des créations

	Variation en 2006	Variation en 2007
Emploi total	+ 283	+ 361
Emploi salarié marchand	+ 188	+ 294
- Industrie	- 61	- 41
- Construction	+ 59	+ 59
- Tertiaire	+ 189	+ 279

Évolution de l'emploi (en milliers) - données cvs

Source : Insee



Un ralentissement inéluctable en 2008 ?

Face aux difficultés internationales et à la poursuite de l'inflation, la France ne devrait pas enregistrer plus de 0,4 point de croissance sur chacun des deux premiers trimestres de l'année. Les ménages ont déjà réduit leurs achats fin 2007 et cette tendance pourrait perdurer. Le commerce extérieur pèserait de nouveau fortement sur la croissance. L'emploi ne serait pourtant pas une source d'inquiétude, les créations de postes ne ralentissant que légèrement.

Yann Leurs,
Direction régionale de l'Insee

Conjoncture dans l'industrie

Progression des chiffres d'affaires pour l'ensemble des secteurs

L'activité dans l'industrie limousine est restée plutôt soutenue en 2007, quatrième année d'un cycle qui s'est révélé assez favorable pour les chiffres d'affaires. Fait nouveau, les principaux secteurs industriels ont participé de façon homogène à cette progression, qui est allée au-delà des prévisions des entrepreneurs. Après plusieurs années de réduction, l'emploi se serait stabilisé.

En 2007, les capacités de production de l'industrie limousine sont restées très sollicitées, après une année 2006 dont le bilan était déjà plutôt positif. Début 2007, les chefs d'entreprise affichaient un optimisme rassurant, s'attendant à une hausse de leurs chiffres d'affaires voisine de 5 %. Ceux-ci ont dépassé leurs attentes, enregistrant leur meilleure progression de ces six dernières années (+6,4 %). Cette croissance a profité aux quatre grands secteurs (agroalimentaire, biens intermédiaires, biens d'équipement et biens de consommation) de façon plus homogène qu'en 2006.

Accroissement des volumes ou des marges

En dépit de la nette augmentation des cours des matières premières d'origine agricole et de l'énergie, le prix des approvisionnements a connu une hausse moins prononcée qu'en 2006. Moins influencée par le coût des matières premières, la pro-

gression des chiffres d'affaires repose davantage cette année sur un accroissement des volumes produits ou sur une amélioration des marges.

Les appréciations sur la rentabilité sont plus mitigées, un quart des chefs d'entreprise interrogés estimant qu'elle s'est dégradée en 2007. Un tiers seulement la considèrent en augmentation.

Les exportations contribuent positivement

Le Limousin reste une région peu exportatrice, bien que les ventes à l'étranger prennent chaque année un peu plus d'importance dans les comptes des entreprises industrielles. Même si elles restent principalement dirigées vers les pays européens, où la croissance s'est amoindrie, les exportations ont crû de 13 % dans les entreprises limousines interrogées, plus vite que les chiffres d'affaires.

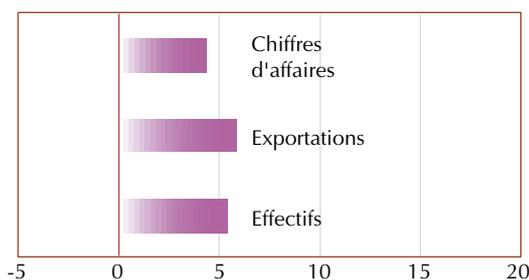
En revanche, les budgets

d'investissement connaissent une diminution (-4 % en volume). Cette évolution moyenne doit toutefois être interprétée avec prudence : en 2006, la réalisation de gros investissements (supérieurs à 10 millions d'euros) par quelques grands établissements avait largement tiré vers le haut la moyenne régionale.

Agroalimentaire : progression mesurée

Dans l'agroalimentaire, la progression des chiffres d'affaires a connu une accélération mais les industriels reconnaissent un repli de

Agroalimentaire : toujours dans l'attente d'une accélération



Tendances 2007 dans l'industrie agroalimentaire : variation en % par rapport à 2006

Source : Banque de France

L'enquête rapide de fin d'année de la Banque de France porte en 2007 sur 437 entreprises ou établissements établis en Limousin, dont 276 dans l'industrie. Le taux de représentativité de l'enquête pour l'ensemble de l'industrie limousine s'élève ainsi à 57 %.

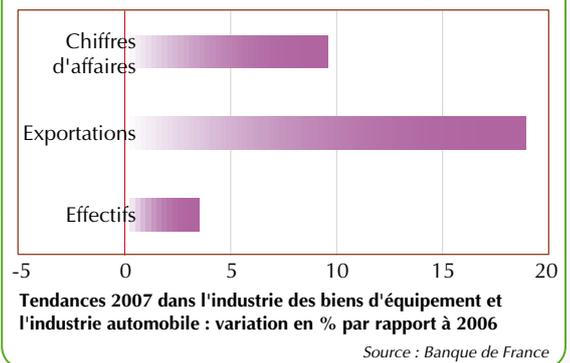
leur rentabilité. En effet, les entreprises ont dû faire face à la hausse des coûts des matières premières agricoles, plus prononcée au second semestre. Toutes n'ont pas pu répercuter entièrement les hausses exigées par les fournisseurs. En fait, les

industries du lait et de la viande ont vu leur chiffre d'affaires stagner ; ce sont les autres activités agroalimentaires qui ont tiré vers le haut la croissance du secteur. L'investissement est globalement en hausse et l'emploi, grâce à l'appel aux intérimaires, progresse nettement.

Biens intermédiaires : orientation toujours favorable

Un salarié de l'industrie limousine sur deux travaille dans le secteur des biens intermédiaires. Au sein de ce vaste ensemble, la progression est assez homogène, au moins dans les activités employant le plus d'effectifs : les composants électriques, la transformation des métaux, le bois et l'industrie papetière connaissent tous des croissances notables de leur chiffre d'affaires. Les porcelaniers bénéficient d'exportations dynamiques. Seules quelques industries en amont des travaux publics, comme les matériaux de construction, ont des réalisations moins favorables. Dans l'ensemble du secteur, les marges s'améliorent.

Biens d'équipement et automobile : fort accroissement des marges



Biens d'équipement et industrie automobile : croissance soutenue

Les industries limousines de biens d'équipement, comme l'industrie liée à l'automobile, arrivent en tête des secteurs pour la croissance de leur chiffre d'affaires. Les exportations ont été déterminantes pour la plupart des entreprises, compensant parfois le repli du marché intérieur.

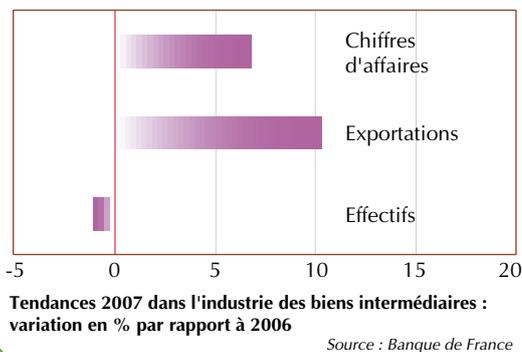
Biens de consommation : le rétablissement se poursuit

Après plusieurs années délicates en Limousin, les difficultés des différentes industries de biens de consommation s'étaient atténuées en 2006. Cette reprise s'est confirmée en 2007 : l'activité et les exportations se sont nettement développées, même si la situation de l'emploi n'est pas encore stabilisée et si les investissements restent très inégaux.

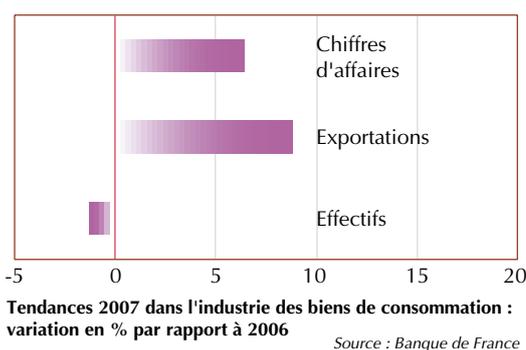
L'industrie pharmaceutique et l'industrie du meuble sont les plus dynamiques. À l'inverse, certaines industries ne se reconnaissent pas dans la vision de l'ensemble du secteur : c'est le cas de l'habillement et de l'imprimerie.

*Yann Leurs,
Direction régionale de l'Insee,
d'après le rapport
de la Banque de France*

Biens intermédiaires : situation d'ensemble satisfaisante



Biens de consommation : un secteur hétérogène, globalement en meilleure santé



Quelles prévisions pour 2008 ?

Compte tenu des perspectives d'activité et de l'environnement économique de ce début d'année, la prudence domine largement chez les chefs d'entreprise interrogés. La progression envisagée de leur chiffre d'affaires, limitée à 3 %, est la plus faible de ces dernières années. Les prévisions sont les plus optimistes pour les biens de consommation, tandis que l'industrie agroalimentaire modère fortement les siennes, anticipant même une stagnation de son activité.

Commerce extérieur

Plus d'échanges, mais un excédent commercial en baisse

En 2007, les échanges commerciaux du Limousin ont bénéficié d'une hausse deux fois plus prononcée qu'au plan national. La prépondérance de l'Union européenne a permis de préserver la région des effets pénalisants de la dépréciation du dollar, mais prive le Limousin de la clientèle des zones en fort développement. L'excédent commercial se réduit, confirmant la tendance amorcée depuis cinq ans.

Après une forte croissance en 2006, les échanges extérieurs de la France ont connu une progression mesurée en 2007 : à peine plus de 4 %. Le rythme d'évolution des exportations s'est nettement infléchi par rapport à l'exercice précédent (+3 %, soit trois fois moins). La correction a été de moindre ampleur pour les importations, en hausse de 5,4 % contre 9,9 % en 2006. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé sévèrement : il atteint près de 40 milliards d'euros soit un quasi-doublement en l'espace de deux ans.

Croissance des échanges plus forte qu'en France

Le commerce extérieur limousin fait preuve d'une croissance nettement plus soutenue qu'au plan national. Hors énergie, le volume global des échanges s'est accru de 7,1 % en 2007 après avoir subi, il est vrai, une contraction de 2 % en 2006. Avec 3,2 milliards d'euros, il atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans.

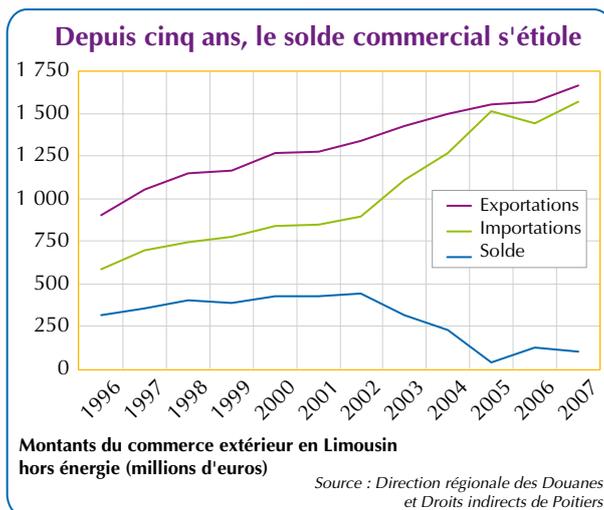
Toutefois, la progression des échanges s'opère aux dépens du solde commercial, dont l'excédent marque le pas depuis 2003. Ce dernier, avec 99 millions d'euros, s'est réduit de 21 % par rapport à 2006. Le taux de couverture s'établit à 106 %, valeur certes enviable comparée à celle de la France entière (91 %), mais très inférieure au niveau qui prévalait dans la région jusqu'en 2002 (de l'ordre de 150 %).

Le Limousin reste une région peu exportatrice

Le volume des exportations régionales s'est accru de près de 6 % en 2007, soit deux fois plus qu'au plan national, et atteint 1,66 milliard d'euros. Les importations atteignent un niveau record également (1,56 milliard d'euros). Néanmoins, ces valeurs demeurent bien modes-

tes dans l'absolu. Les échanges extérieurs du Limousin ne représentent qu'une part très marginale de l'ensemble national, soit 0,47 % des exportations et 0,35 % des importations françaises. Même en termes relatifs, le commerce extérieur limousin présente un poids très inférieur à celui de son PIB (1 %) ou a fortiori de sa population (1,2 %).

En premier lieu, le Limousin présente un tissu industriel composé essentiellement de petites structures, pour qui la prospection de marchés extérieurs est plus difficile à met-



Pays partenaires : les échanges intercontinentaux de plus en plus marginaux

Pays clients	Montant des échanges en millions d'euros	Part en %	Évolution des échanges de 2006 à 2007 (%)	Pays fournisseurs	Montant des échanges en millions d'euros	Part en %	Évolution des échanges de 2006 à 2007 (%)
Italie	315,8	19,0	+0,8	Allemagne	592,5	37,9	+15,3
Allemagne	246,9	14,8	+12,3	Espagne	117,9	7,5	+11,3
Espagne	201,2	12,1	+1,8	États-Unis	114,5	7,3	-22,6
Royaume-Uni	107,2	6,4	-15,1	Italie	106,7	6,8	+6,4
Grèce	86,2	5,2	+8,9	Chili	98,8	6,3	-7,3
Belgique	82,0	4,9	+2,8	Belgique	69,4	4,4	+27,1
Portugal	57,8	3,5	+11,6	Pays-Bas	59,3	3,8	+9,7
Pologne	55,6	3,3	+20,8	Royaume-Uni	59,1	3,8	+75,8
États-Unis	50,7	3,0	-20,7	Suède	51,9	3,3	+0,8
Pays-Bas	46,0	2,8	+29,9	Chine	49,4	3,2	+64,6
Hongrie	41,6	2,5	+32,4	Hongrie	15,9	1,0	+67,1
Russie	32,7	2,0	+22,7	Pologne	15,4	1,0	-13,6
Autres pays	339,5	20,4	+13,6	Autres pays	213,0	13,6	-2,3
Total	1 663,2	100,0	+5,9	Total	1 563,8	100,0	+8,3

Pays clients, pays fournisseurs en 2007 et évolution des échanges (hors énergie)

Source : Direction régionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers

tre en œuvre. D'autre part, plus encore que pour la France entière, les échanges sont majoritairement circonscrits à l'Union européenne, zone de croissance modérée qui n'offre pas le même potentiel de développement que les pays émergents d'Asie ou d'Amérique Latine. Enfin, l'essentiel du commerce extérieur se concentre sur quelques gros opérateurs et concerne dans une large mesure des flux intra-groupes.

L'Union européenne, partenaire privilégié

L'Union européenne constitue le cadre dominant des flux commerciaux du Limousin. Cette prépondérance s'est encore confirmée en 2007. Elle atteint 81 % pour les exportations et frise 75 % pour les im-

portations. Ainsi, la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro n'a qu'une incidence marginale sur le volume global des échanges extérieurs limousins.

À l'exportation, les quatre premiers pays clients demeurent les mêmes, pour des parts de marchés constantes : Italie, Espagne, Allemagne et Royaume-Uni. La part de marché des États-Unis, premier pays non européen, s'abaisse de 4 % à 3 %, ce qui correspond à la dépréciation du dollar sur la période.

À l'importation, l'Allemagne conforte sa suprématie de premier fournisseur avec 38 % des achats régionaux sur des livraisons traditionnelles : produits de la construction automobile, composants électroniques, équipements pour automobiles et machines d'usage général. La

Chine fait une entrée remarquable parmi les dix principaux fournisseurs, grâce notamment au triplement de ses livraisons d'articles d'habillement et fourrures.

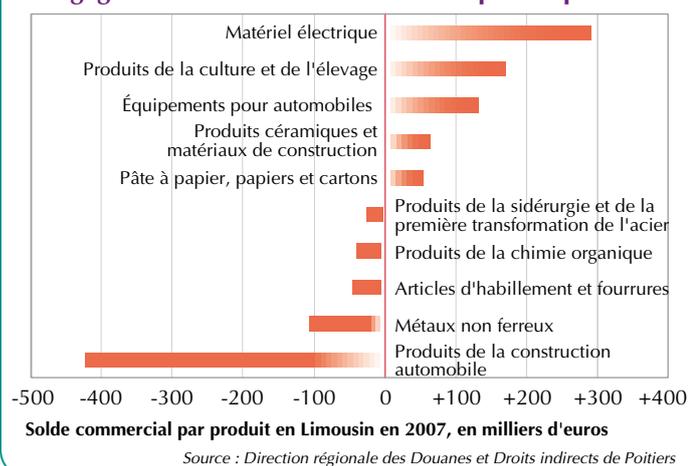
Les équipements pour automobiles se hissent au deuxième rang des produits exportés

Au palmarès des produits exportés, le trio de tête consolide ses positions sur des marchés acquis depuis longtemps : Italie, Allemagne et Espagne. Les ventes de matériel électrique, en hausse de 14 %, confortent leur première place. Les équipements pour automobiles (+18 %) ravissent le deuxième rang aux produits de la culture et de l'élevage (+10 %), qui complètent le podium.

Du côté des importations, les produits de la construction automobile, en vive hausse (+21 %), figurent toujours en tête des achats régionaux. À l'Allemagne, fournisseur historique, se sont ajoutés des pourvoyeurs plus modestes mais en forte progression, tels la Hongrie ou la Slovaquie, qui a décuplé ses ventes. Les produits pharmaceutiques et les métaux non ferreux, postes emblématiques, enregistrent des diminutions respectives de 7 et 6 %.

Claude Mallemanche,
Direction régionale de l'Insee,
d'après le rapport
de la Direction régionale des Douanes
et Droits indirects de Poitiers

Matériel électrique et produits de l'élevage dégagent les soldes commerciaux les plus importants



Créations d'entreprises

L'attrait pour la création d'entreprise ne se dément pas en 2007

L'année 2007 a été particulièrement faste pour les créations d'entreprises. Pour la première fois, la région a franchi la barre des 2 500 entreprises créées en un an. La hausse est toutefois moins rapide qu'au niveau national. La construction, le commerce, les services aux particuliers et aux entreprises restent les secteurs les plus représentés. Les nouvelles entreprises sont généralement de petite taille et le statut d'entrepreneur individuel demeure le plus courant.

En 2007, 2 575 entreprises ont été créées en Limousin, contre 2 400 l'année précédente. Le nombre de créations a ainsi augmenté de 8 % sur l'année, confirmant la tendance à la hausse observée depuis cinq ans. Toutefois, la croissance des créations en Limousin, qui était depuis 2003 supérieure au niveau national, est cette année moins prononcée qu'en métropole. Le taux de création d'entreprise (8,8 %), qui donne une indication sur le renouvellement du tissu pro-

ductif, reste également largement en deçà de celui des autres régions ; le Limousin se situe même en avant-dernière position devant l'Auvergne.

Seule une entreprise sur dix emploie des salariés au démarrage

Une très large majorité (88 %) des entreprises créées en 2007 n'emploient aucun salarié. Cette proportion est stable par rapport à

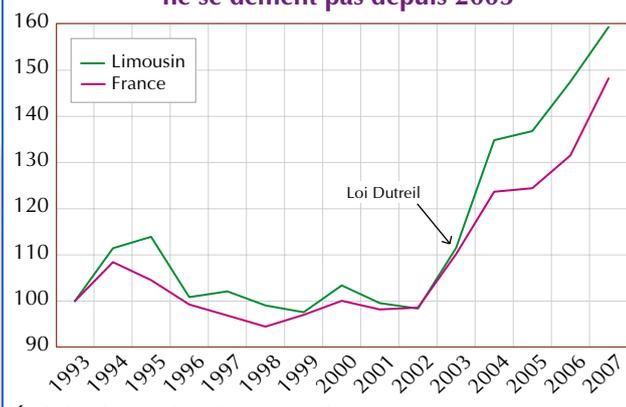
2006 et proche de la moyenne nationale. Elle est la plus forte dans le secteur de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (97 %) ainsi que dans les activités immobilières (94 %). À l'opposé, 40 % des nouvelles entreprises ayant une activité dans les industries agro-

alimentaires emploient au moins un salarié. Au regard de ces indicateurs, l'effet immédiat sur l'emploi salarié des créations d'entreprise apparaît donc plutôt limité. Parmi les nouvelles entreprises employeuses, à peine 9 % ont plus de cinq salariés. Au final, 830 emplois salariés sont dus à des entreprises créées en 2007.

La construction reste le secteur le plus dynamique

Le Limousin se distingue de la métropole par le poids plus élevé du secondaire, en particulier de la construction, dans les nouvelles entreprises. Ce phénomène s'explique également par la sous-représentation des créations d'entreprises de services en Limousin. Ainsi, en Limousin, 70 % des entreprises se créent dans le tertiaire, contre 77 % dans la métropole. L'écart est plus particulièrement élevé pour les services aux entreprises : seulement 15 % des créations concernent ce secteur,

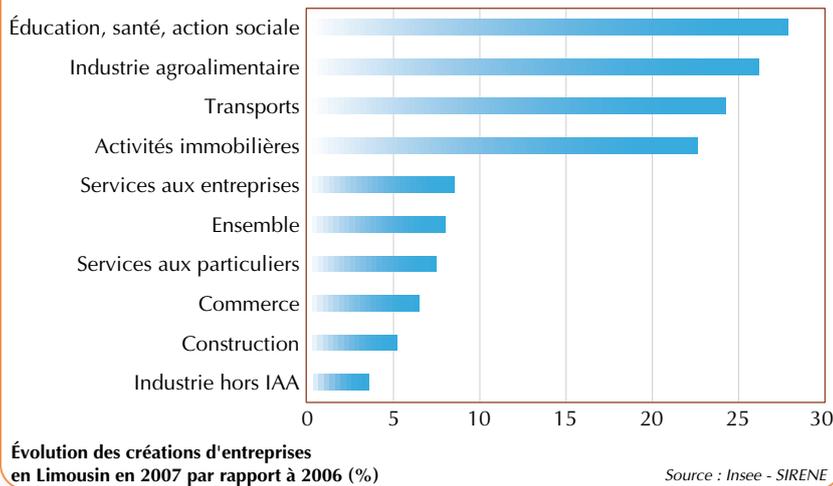
L'attrait pour la création d'entreprise ne se dément pas depuis 2003



Évolution des créations d'entreprises (base 100 en 1993)

Source : Insee - SIRENE

Des créations nombreuses dans l'éducation, la santé, l'action sociale



contre 21 % en moyenne nationale.

En Limousin, le secteur de la construction a connu une multiplication des créations depuis 2002. Il est devenu en 2006 le principal pourvoyeur en nouvelles entreprises, devant le commerce. Bien que toujours en hausse en 2007, son rythme de croissance faiblit toutefois (+5 %), en lien avec le ralentissement conjoncturel de l'activité dans le bâtiment. La construction demeure toutefois le secteur qui possède le taux de création le plus élevé (12 %), signe de son dynamisme.

Éducation, santé, action sociale : des activités plus prisées en 2007

Certains secteurs connaissent en 2007 une très forte augmentation des créations d'entreprises : c'est le cas notamment des transports, des industries des biens intermédiaires, des industries agroalimentaires et de l'éducation, santé, action sociale. Ce

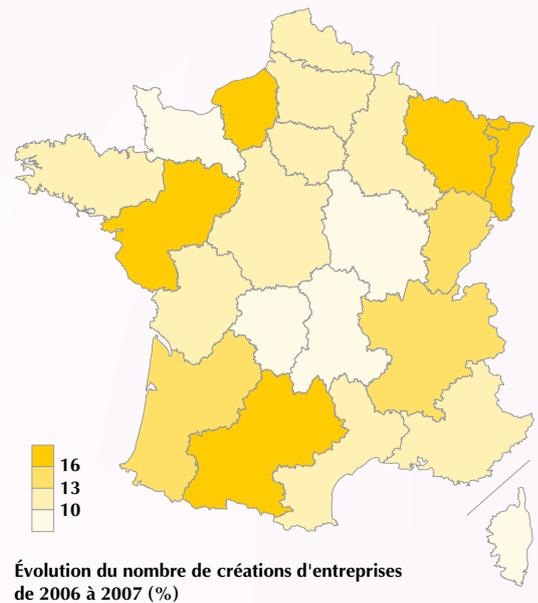
dernier secteur est d'ailleurs celui qui contribue le plus à l'augmentation du nombre des créations par rapport à 2006.

Montée des créations d'entreprise sur tout le territoire régional

Toutes les zones d'emploi, à l'exception de celle de Bellac, connaissent une augmentation du nombre de créations par rapport à 2006, les zones les plus dynamiques étant Rochechouart, Tulle et Limoges. La part de la construction dans l'ensemble des créations est très importante sur la zone de Bellac. Près de 4 entreprises sur 10 sont créées dans ce secteur. Les créations dans la construction viennent aussi au premier rang sur les zones de Rochechouart, de Brive et de Tulle.

Les zones d'emploi d'Ussel, d'Aubusson et de Guéret se caractérisent par un poids plus élevé qu'en moyenne des services aux particu-

Progression moindre que dans la plupart des régions en 2007



liers. La zone de Limoges se différencie par la part plus importante des créations dans le commerce et les services aux entreprises.

Les entreprises individuelles restent majoritaires

Le nombre de créations sous forme de société, et plus particulièrement de SARL, progresse depuis plusieurs années en France et en Limousin. Toutefois, alors qu'en France une entreprise sur deux se crée sous cette forme, les sociétés ne représentent que 37 % des créations en Limousin. Les créations d'entreprises individuelles restent donc nettement majoritaires dans la région. Sur les zones d'emploi de Bellac, Rochechouart et Aubusson, les trois quarts des créations sont constituées sous cette forme. Seule la zone de Limoges se rapproche du niveau national avec 44 % d'entreprises créées sous forme de société.

Une enquête sur le profil des créateurs

Réalisée au premier semestre 2006, une enquête exhaustive auprès des créateurs limousins a permis de dresser un portrait des nouveaux entrepreneurs, de leurs motivations, et des conditions de lancement dans la région. Souvent seuls et avec des moyens limités, ils ciblent en premier lieu une clientèle de proximité. Les chômeurs sont de plus en plus nombreux à se lancer dans la création : ils représentent désormais près de 40 % des créateurs.

Pour en savoir plus : Focal Insee Limousin n° 45, mai 2008, disponible sur www.insee.fr/limousin

Ludovic Audoux,
Direction régionale de l'Insee

Événements économiques et sociaux

Aménagement du territoire : l'heure des choix

Nous présentons ici les dossiers marquants de l'actualité économique et sociale de l'année 2007, ainsi que des événements de la vie des entreprises. Cette rétrospective non exhaustive a été élaborée d'après la lecture quotidienne de la presse régionale, recoupée par des sources spécifiques Insee.

En 2007, les questions d'aménagement du territoire se sont imposées dans l'actualité régionale. Redéploiement des services publics, stratégie de désenclavement ferroviaire, extension des zones d'activité... En Limousin, l'ampleur de l'information consacrée à ces sujets révèle combien l'aménagement du territoire impose aujourd'hui des choix.

Les services publics évoluent et se restructurent

Lancé en février 2007, le plan Hôpital 2012 met l'accent sur la complémentarité entre hôpitaux. Il impliquera une recomposition de l'offre de soins. Pour faire face au manque de médecins dans les zones rurales, des maisons pluridisciplinaires de santé regroupant les différents acteurs médicaux pourraient être créées. Le plan Hôpital 2007 avait permis la reconstruction de la clinique Chénieux et l'extension de la clinique des Émailleurs à Limoges, la construction du centre de médecine physique à Tulle et la restructuration de l'hôpital de Brive.

Alors que la libéralisation de la

distribution du courrier sera effective en 2011, la Poste réduit ses effectifs en Limousin et souhaite mettre fin aux recrutements de CDD. Ces évolutions ravivent les inquiétudes quant au maintien de l'enseigne en milieu rural, où des bureaux ont déjà été déclassés depuis deux ans.

En mars, la SNCF décide de supprimer environ un quart des arrêts en gare effectués chaque semaine sur la ligne Paris-Toulouse. Des élus réagissent en bloquant le passage du train à Uzerche et à La Souterraine.

Quelques mois plus tard, la SNCF annonce une restructuration du fret. La fermeture aux wagons isolés des gares du Puy-Imbert à Limoges, d'Estavel à Brive et de La Souterraine est programmée pour novembre. Ces mesures affrontent l'hostilité des syndicats, de chefs d'entreprises et d'acteurs publics locaux. Le 14 septembre, le Conseil économique et social du Limousin adopte une motion d'urgence sur le fret ferroviaire.

Le 13 novembre, la carte judiciaire est remodelée pour la première fois depuis 1958. Les conséquences sont lourdes pour la région : les tribunaux d'instance de Rochechouart,

Saint-Yrieix, Bellac, Aubusson, Bourgneuf et Ussel sont supprimés. Les tribunaux de grande instance et de commerce de Tulle sont rattachés à ceux de Brive-la-Gaillarde.

Enfin, le 11 décembre, la loi sur la modernisation des universités est adoptée par le congrès de l'Université de Limoges, qui était favorable à l'autonomie.

Un TGV peut en cacher d'autres...

Le 9 mars 2007, Réseau Ferré de France rend un avis favorable au projet de ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers. À partir de 2016, onze allers-retours quotidiens relieront les deux capitales régionales. La vitesse commerciale du TGV sera de 320 kilomètres par heure, mettant Limoges à deux heures de Paris et Brive à trois heures.

Or, le 7 novembre, un second projet de TGV voit le jour pour le Massif Central : une liaison Paris-Clermont-Ferrand est annoncée par le ministre des Transports Dominique Bussereau et le conseiller régional d'Auvergne Brice Hortefeux. En 2020, elle pourrait mettre Limoges,

via Issoudun, à moins de 2 heures 30 de Paris. Pour les acteurs publics du Limousin, cette option ne doit pas remplacer ni retarder le tracé via Poitiers, dont l'étude est plus avancée.

En attendant ces liaisons futures, un TGV relie Limoges-Bénédictins à Lille depuis le 9 décembre. Une fois par jour, il emprunte la ligne historique Limoges-Paris et circule à grande vitesse à partir de Roissy-Charles-de-Gaulle. Les régions Limousin et Centre investissent chacune un million d'euros sur trois ans, l'État un million d'euros.

Les zones d'activités, vitrines du développement économique

Limoges poursuit son extension grâce aux zones d'aménagement concertées (ZAC). À partir de 2009, la ZAC de la Grande Pièce va être aménagée à proximité de l'A20 et de la D2000, près de la zone industrielle nord. Ce pôle économique accueillera des entreprises, des services et des grossistes. Sa localisation ne fait pas consensus : les riverains de la Grande Pièce, qui s'inquiètent de ne plus avoir d'accès direct à l'A20, se sont mobilisés à travers des réunions publiques et la création d'une association.

L'aménagement du parc d'activité de Romanet, situé sur l'ancienne base aérienne de Limoges, touche à sa fin. Six entreprises sont en construction, treize autres sont en projet. À Panazol, une ZAC sera aménagée à Soudanas, en face de la future Maison de l'Agriculture. Elle s'étendra sur quatre hectares et sera à vocation tertiaire.

La Technopole Ester, première pépinière d'entreprises de Limoges créée en 1993, continue d'attirer des établissements (cf. encadré). L'ouverture du Zénith est venue parachever son aménagement. Le chantier du futur Centre européen de la céramique en est à la phase de

La vie des entreprises en 2007

- Le groupe **Legrand**, après avoir investi 24 millions d'euros dans des restructurations en 2006, enregistre de bons résultats en 2007, notamment grâce à ses filiales dans les pays émergents. Legrand continue son offensive de rachats : HPM (numéro 2 de l'appareillage électrique en Australie), Ustec (spécialiste américain du câblage résidentiel), Kontaktor (numéro un des disjoncteurs de puissance en Russie), Macse (leader mexicain dans le cheminement des câbles métalliques), TCL Wuxi (spécialiste chinois des disjoncteurs).

- Début novembre, **Photonis** décide de supprimer 121 postes sur son seul site de Brive-la-Gaillarde. L'entreprise est confrontée à une crise de son activité photomultiplicateurs, dont le chiffre d'affaires est en baisse continue depuis 2004. Le siège social de Photonis est transféré de Brive à Bordeaux.

- À Limoges, les installations d'entreprises se multiplient sur la technopole Ester. Le groupe **Altran**, leader européen du conseil et de l'ingénierie en hautes technologies, ouvre une succursale. **Imerys** y installera un centre de recherche sur les matières premières de céramiques industrielles. **Starplast**, spécialisée dans le thermoformage, vient à Ester pour ses recherches en traitement de surface. **Cilas**, spécialisée dans les lasers, installe une filiale sur le site pour lancer une activité de céramiques transparentes.

- L'industrie du textile est en péril en Limousin. Les entreprises **Laurestel**, fabricant d'uniformes à La Souterraine (Creuse) et **Allende**, fabricant de lingerie haut de gamme au Dorat (Haute-Vienne) sont en faillite.

- **Sonas**, ex Wagon (équipementier automobile), après avoir été rachetée par le britannique David Cardwell en octobre 2006, décide d'éviter tout plan de licenciement. Pour 2008-2009, le groupe décide de gros investissements : achat de presses de 1 200 tonnes, de lasers et de plieuses, construction d'une déchetterie.

gros œuvre. La Fédération du bâtiment, la CGPME et la CCI vont s'installer sur le site. Un multiplexe de dix salles de cinéma devrait être aménagé en 2008.

Poursuite de l'effort pour l'aide aux territoires

Le Limousin est le chef de file du réseau Rural Innova, devenu Ruract en 2008, qui compte quinze régions d'Europe. Son objectif est de trouver des solutions à la désertification, au manque d'emplois et à la disparition de services utiles à la population dans les régions défavorisées de l'Europe.

En janvier, le Limousin signe un partenariat d'échanges avec l'Andalousie, au sein du réseau Rural Innova. Le Limousin apporte son savoir-faire en politique d'accueil,

l'Andalousie dans la valorisation des produits agricoles et le développement de la chaîne agroalimentaire.

Le 1^{er} mars, le groupe de suivi « filière bois » de la Convention interrégionale Massif central se réunit pour la première fois à Tulle, dans la nouvelle Maison du pôle bois. Après l'adoption de la charte bois-construction, la filière bois limousine va se doter d'un contrat de progrès, dans le cadre du schéma régional de développement. 40 à 45 millions d'euros vont être mobilisés d'ici 2010 par l'État, la Région et l'Europe.

Enfin, le 16 mars, l'État, la Ville de Limoges, la Région et le Conseil général de la Haute-Vienne ont signé le Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS), pour venir en aide aux quartiers en difficulté.

*Bernard Seigne,
Direction régionale de l'Insee*

Emploi

Les créations de postes restent à un niveau modéré

En 2007, l'emploi régional progresse toujours modestement. Une évolution de 0,6 % de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole permet la création d'environ 900 postes. Le secteur le plus dynamique reste la construction : il compense à lui seul les pertes d'emploi dans l'industrie régionale. Les créations de postes se poursuivent dans les services, alors que le commerce maintient tout juste ses emplois.

D'après les dernières estimations disponibles, l'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles augmente légèrement en Limousin au cours de l'année 2007. Les trois départements de la région affichent en effet une croissance de l'emploi salarié.

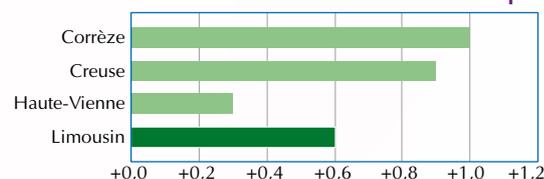
La hausse de l'emploi marchand est de 1 % en Corrèze et de 0,3 % en Haute-Vienne. Les secteurs créateurs d'emploi sont toujours la construction et les services. Alors que les pertes dans l'industrie s'amoindrissent en Corrèze (-0,2 %), elles demeurent encore importantes en

Haute-Vienne (-2,2 %, soit 490 emplois de moins). La Creuse connaît une évolution de l'emploi marchand de +0,9 %. Ce département ne perd pas d'effectifs industriels et connaît une forte progression dans la construction (+4,5 %).

L'industrie perd moins d'emplois

Dans l'industrie, la réduction des effectifs se poursuit. Les pertes se sont cependant atténuées : -1,1 % l'an dernier, contre -1,8 % en 2006,

La Haute-Vienne en retrait dans l'évolution de l'emploi



Évolution de l'emploi dans le secteur marchand hors agriculture au cours de l'année 2007 (en %)

Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31/12/2007

grâce notamment aux industries agricoles et alimentaires (+1,0 %) et à l'ensemble des industries des biens d'équipement (+1,0 %) qui créent des emplois en 2007. L'emploi s'améliore plus particulièrement pour les industries des équipements électriques et électroniques (+1,3 %)

Une nouvelle année de progression modeste de l'emploi

	Corrèze		Creuse		Haute-Vienne		Limousin	
	Effectifs salariés au 31/12/2007	Évolution des effectifs salariés en 2007 : Nombre %	Effectifs salariés au 31/12/2007	Évolution des effectifs salariés en 2007 : Nombre %	Effectifs salariés au 31/12/2007	Évolution des effectifs salariés en 2007 : Nombre %	Effectifs salariés au 31/12/2007	Évolution des effectifs salariés en 2007 : Nombre %
Industrie	15 180	-40 -0,2	4 760	+80 +1,7	21 840	-490 -2,2	41 780	-450 -1,1
Construction	6 070	+100 +1,7	2 600	+110 +4,5	8 710	+260 +3,1	17 380	+470 +2,8
Commerce	11 180	-70 -0,7	4 130	ns* -0,2	16 410	+100 +0,6	31 720	ns* 0,0
Services	51 250	+680 +1,3	22 850	+60 +0,2	83 540	+590 +0,7	157 640	+1 330 +0,9
Ensemble								
hors agriculture	83 680	+670 +0,8	34 340	+240 +1,0	130 500	+460 +0,3	248 520	+1 370 +0,6
Dont secteur marchand hors agriculture	53 090	+530 +1,0	19 220	+170 +0,9	84 790	+230 +0,3	157 100	+920 +0,6

Évolution sectorielle de l'emploi salarié par département

* non significatif

Source : Insee - estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2007

Méthodologie

Les estimations d'emploi au 31 décembre 2007 présentées ici sont provisoires. Ces estimations sont réalisées principalement à partir des déclarations des employeurs aux URSSAF. L'intérim est connu grâce aux déclarations des entreprises de travail temporaire à l'UNEDIC qui sont ensuite traitées par le ministère des Affaires sociales, de l'Emploi et de la Solidarité. Le secteur marchand regroupe l'ensemble des secteurs d'activité, exceptés les services administrés (éducation, santé, action sociale, administration publique) et les activités associatives. L'emploi dans les secteurs non marchands est estimé à partir de tendances nationales.

et pour les industries des équipements mécaniques (+0,8 %).

Les industries des biens intermédiaires suppriment 300 emplois, soit une baisse relative de 1,6 %. Les pertes les plus importantes proviennent des industries des composants électriques et électroniques (-5,4 %). Les industries du bois et du papier, en déclin constant, continuent de subir des pertes (-1,8 %). Dans le secteur « chimie, caoutchouc, plastiques », la baisse des effectifs est de 2 %. Le seul secteur qui crée des emplois (+2,1 %) est celui de la métallurgie et transformation des métaux.

De leur côté, les industries des biens de consommation réduisent leurs effectifs de 3,2 %. L'emploi salarié s'est dégradé dans tous les secteurs. C'est celui de l' « édition, imprimerie, reproduction » qui est

le plus touché (-90 postes, -3,7 %). Les baisses d'effectifs dans les activités de pharmacie, parfumerie, entretien et dans l'habillement et le cuir sont respectivement de 4,7 % et 2,9 %.

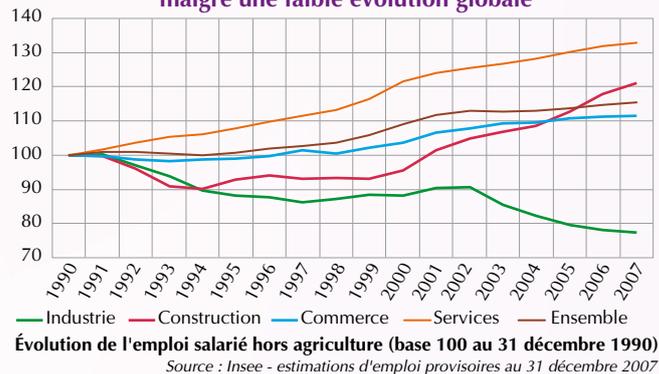
Vigueur de la construction

La construction reste le principal moteur de la croissance de l'emploi salarié, même si le rythme des créations est un peu moins soutenu que l'année précédente (+2,8 % contre +4,5 %). C'est en Haute-Vienne que ce secteur crée le plus d'emplois, grâce à l'arrivée de nouvelles entreprises comme Bâticonfort ou Réseaux et Services Sud-Ouest.

Le commerce en petite forme

Le commerce contribue peu au redressement de l'emploi régional en 2007, contrairement à l'an passé

De forts contrastes sectoriels malgré une faible évolution globale



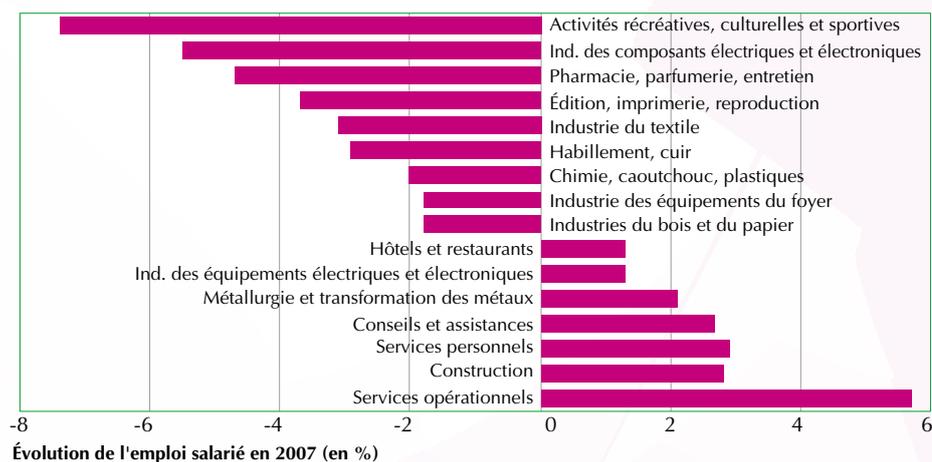
où il était en légère augmentation. Le nombre de salariés progresse de 0,7 % dans le commerce de détail, mais diminue dans les deux autres types d'activités : -1,1 % dans le commerce et la réparation automobile et -0,6 % dans le commerce de gros.

Croissance des services aux entreprises et aux particuliers

Les services continuent de créer des emplois (+0,9 %). Dans les secteurs marchands (+0,6 %), ces créations sont en grande partie le fait des services aux entreprises, qui génèrent à eux seuls 700 emplois. Ainsi, l'emploi progresse nettement dans les services opérationnels (+5,7 %) et, dans une moindre mesure, dans les activités de conseils et d'assistance (+2,7 %). Le nombre de salariés dans les activités financières se replie en revanche de 1,6 %.

L'ensemble des services aux particuliers affiche également une croissance (1,4 %). Avec une progression de 2,9 %, les services personnels restent l'activité la plus dynamique. L'emploi des hôtels et restaurants a légèrement décéléré (+1,3 % contre +3 % en 2006). L'ensemble des activités récréatives, culturelles et sportives perd des emplois (-7,4 %).

Les plus fortes baisses et les plus fortes hausses de l'emploi salarié en 2007



Source : Insee - Estimations d'emploi provisoires au 31 décembre 2007

Hélène Bernard,
Direction régionale de l'Insee

Chômage

Poursuite de la baisse du chômage en 2007

La progression de l'emploi régional, même modérée, a permis la poursuite de la décroissance du nombre de chômeurs en 2007. Le taux de chômage limousin, en fin d'année, atteint le palier des 6 % et demeure le plus faible des régions françaises. Les jeunes demandeurs d'emploi et les chômeurs de longue durée ont profité de cette baisse. Dans la région, le taux de chômage des hommes et des femmes tend à se rapprocher.

La situation de l'emploi salarié a poursuivi son amélioration en Limousin en 2007. Circonscrites au secteur industriel, les pertes d'emploi sont plus que compensées par le dynamisme de la construction et par celui du secteur tertiaire.

Diminution globale du nombre de chômeurs

Les données du chômage reflètent la tendance favorable de l'évolution de l'emploi : ainsi, la courbe des demandeurs d'emploi est tendanciellement en baisse en 2007. L'évolution en Limousin n'est toutefois pas uniforme sur l'année : la décroissance est forte sur le premier

Part des jeunes plus élevée en Limousin

	Femmes	Jeunes de moins de 25 ans	Chômeurs de longue durée
Corrèze	52,9	21,2	24,3
Creuse	47,5	19,0	28,1
Haute Vienne	49,7	22,6	26,0
Limousin	50,3	21,6	25,9
France	48,4	19,6	25,9

Part des femmes, des jeunes et des chômeurs de longue durée dans les DEFM en Limousin au 31 décembre 2007 (%)

Source : ANPE

semestre, avant une remontée durant les mois d'été et une stabilisation sur le dernier trimestre.

Globalement, le nombre d'inscrits à l'ANPE à la recherche d'un CDI à temps plein (catégories 1+6) a diminué de 2,6 % en un an en Limousin (-7,6 % en France métropolitaine). Cette évolution est toutefois à nuancer selon la catégorie d'inscription.

Au 31 décembre 2007, la région Limousin compte 17 000 demandeurs d'emploi de catégorie 1. Il s'agit des chômeurs inscrits à l'ANPE, à la recherche d'un contrat à durée indéterminée (CDI) à temps complet, ayant travaillé au plus 78 heures dans le mois. La régression atteint 4,3 % sur un an (-9,4 % au niveau national).

En revanche, le nombre d'inscrits à l'ANPE en catégorie 6 est orienté à la hausse. Ce sont les demandeurs immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi en CDI à temps complet, mais qui ont

Une décroissance moins marquée en Limousin que dans le reste de la France

	Décembre 2006	Décembre 2007	Évolution annuelle (en %)
Corrèze	5 135	4 937	-3,9
Creuse	2 904	2 983	2,7
Haute Vienne	9 743	9 100	-6,6
Limousin	17 782	17 020	-4,3
France	2 143 528	1 941 987	-9,4

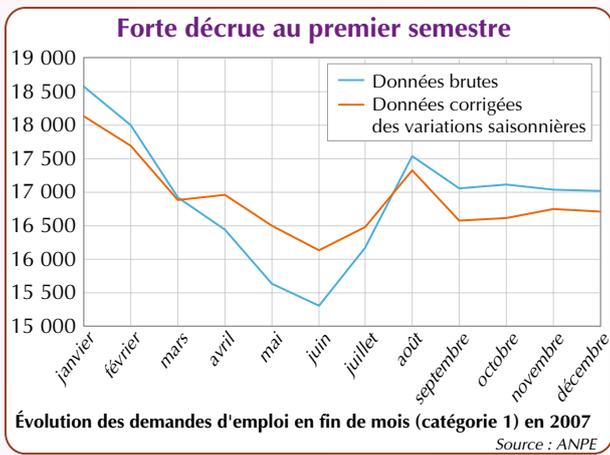
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 en Limousin

Source : ANPE

travaillé plus de 78 heures dans le mois. Les demandes de catégorie 6 croissent de 3,2 % sur un an, soit davantage qu'en France métropolitaine (+1,2 %).

Le taux de chômage le plus faible de France

Le Limousin conserve le taux de chômage le plus faible des régions françaises : au quatrième trimestre 2007, le taux localisé régional s'abaisse à 6,0 % contre 7,5 % pour la France métropolitaine. À cette même date, le taux limousin est inférieur d'environ 1 point au niveau qu'il atteignait en 2000. Les disparités infrarégionales restent marquées



et présentent peu d'évolution, le département de la Corrèze se situant beaucoup plus favorablement (5,1 %) que les deux autres (6,4 % pour la Creuse et 6,5 % en Haute-Vienne).

Les taux de chômage des hommes et des femmes semblent converger

De 2000 à 2007, les taux des hommes et des femmes semblent se resserrer. Le différentiel était très favorable aux hommes en 2000, avec 2,6 points de moins ; cet écart n'est plus que de 0,6 point en 2007. Ces dernières années en effet, le taux de chômage masculin a augmenté, passant de 5,4 % en 2000 à 6,7 % en 2007. Dans le même temps, le taux féminin enregistré une nette diminution, de 8,0 % à 6,4 %. La même tendance à une convergence entre hommes et femmes est observée dans l'ensemble de la France métropolitaine : l'écart de taux selon le sexe est passé de 2,9 points à 1,1 point



en sept ans. Sur 2007, la baisse est toutefois moins rapide pour les femmes : le nombre de chômeuses régresse de 3,8 % d'une année sur l'autre, contre 4,8 % pour les hommes.

Baisse des jeunes demandeurs d'emploi sur un an...

Avec 22 %, la part des jeunes de moins de 25 ans dans les demandeurs d'emploi de catégorie 1 est supérieure de 2 points en Limousin à la moyenne française. Néanmoins, le nombre de ces jeunes chômeurs a régressé d'une année sur l'autre de 5,9 %, baisse plus forte que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi.

La reprise semble profiter d'abord aux jeunes les plus diplômés. L'analyse par niveau de formation montre que 61 % des jeunes demandeurs ont un niveau inférieur au baccalauréat, alors qu'ils étaient 58 % en décembre 2006. Les plus diplômés (études supérieures) représentent 15 % des jeunes chômeurs contre 16 % fin 2006.

Un chômage de longue durée en recul

Le chômage de longue durée (chômeurs depuis un an et plus) a longtemps été sensiblement inférieur en Limousin au niveau français. Ce constat n'est plus vérifié depuis la fin de

l'année 2006, date à laquelle la part des chômeurs de longue durée s'était retrouvée au delà de la moyenne nationale. Celle-ci est revenu en 2007 à un niveau équivalent à la moyenne française, soit 26 % du total des chômeurs au 31 décembre. À cette date, 4 400 personnes étaient en recherche d'emploi depuis plus d'un an sur la région, soit 18 % de moins qu'en décembre 2006 (-21 % en France métropolitaine sur cette même période). Dans la catégorie, on compte 451 jeunes Limousins (-15,5 %).

Des flux de demandes et d'offres en hausse

L'activité du marché du travail s'accroît, comme le montre l'augmentation des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées en 2007. En cumul annuel, le nombre d'entrées de demandeurs à l'ANPE s'est accru de 2,3 % sur l'année 2007 ; dans le même temps, le nombre de sorties progressait en flux cumulés de 3,2 %. En 2007, les domaines professionnels les plus recherchés lors de l'inscription concernent, comme au niveau national, les services à la personne et le personnel de distribution.

Plus de 37 700 offres d'emploi, tous types confondus, ont été enregistrées en 2007 sur l'ensemble de la région, contre 34 000 en 2006, soit une hausse de 11 %. Parmi celles-ci, les offres d'emploi pour des CDI ou des CDD de plus de 6 mois enregistrent une hausse de significative : +14 %. Ces offres représentent 43 % de l'ensemble des propositions.

*Dominique Gougnet,
Direction régionale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation
professionnelle*

Politique de l'emploi

Diminution globale des contrats aidés dans un contexte d'amélioration de la conjoncture

Près de 15 800 personnes ont bénéficié en 2007 des divers dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation gérés par l'État ou par le Conseil régional. La mobilisation des acteurs de la formation en alternance est forte, tandis que se consolident les dispositifs du plan de cohésion sociale. En revanche, le volume des autres actions de formation et des emplois associatifs relevant de la Région tend à stagner.

Dans un contexte d'amélioration de la conjoncture générale et de croissance de l'activité, le Limousin a connu l'an dernier une diminution globale de près d'un millier de bénéficiaires de contrats aidés. 2007 apparaît comme une année de consolidation des mesures du plan de cohésion sociale pour l'État, tandis que la mobilisation du secteur non marchand et des partenaires de la formation en alternance reste forte.

Effort soutenu du secteur privé pour l'accueil en alternance

En 2007, le nombre d'apprentis en formation en fin d'année progresse de 3,2 % (4 010 contre 3 884), malgré une stagnation du nombre de nouveaux contrats conclus en cours d'année (2 573 contre 2 682 en 2006).

Dans le même temps, le contrat de professionnalisation, qui a remplacé depuis octobre 2004 les autres contrats en alternance (contrats

de qualification, d'adaptation et d'orientation) a trouvé son rythme de croisière avec une progression de 15 % sur un an (1 290 embauches contre 1 113 en 2006).

Légère diminution de l'emploi aidé, hors alternance, dans le secteur marchand

En dehors des contrats en alternance, l'aide de l'État a permis l'embauche de 1 430 personnes en 2007, contre 1 446 en 2006, par les entreprises du secteur marchand :

- 355 contrats initiative emploi (CIE) ont été conclus en 2007 (-92),

- le contrat d'insertion / revenu minimum d'activité (CI-RMA), visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des bénéficiaires des minima sociaux, a permis 155 embauches en 2007 contre 167 l'année précédente.

- 920 embauches (832 en 2006) ont été réalisées au titre du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, qui permet aux employeurs d'accueillir en contrat à durée indéterminée à temps plein ou partiel, des jeunes âgés de 16 à 22 ans ayant un faible niveau de qualification.

Le contrat de professionnalisation, vu par les intéressés

Une enquête menée auprès des bénéficiaires de contrats de professionnalisation conclus en 2005 fait ressortir un bilan favorable avec :

- 72 % des bénéficiaires satisfaits de l'ensemble des conditions de déroulement de leur contrat,
- 80 % des bénéficiaires ayant validé intégralement le diplôme, le titre, la certification ou la qualification préparé,
- 80 % sont actuellement salariés, avec des taux d'insertion encore supérieurs dans le bâtiment, les transports et les services aux entreprises.

Une année de consolidation

Mesures et dispositifs	2005	2006	2007
Formation en alternance	3 145	3 795	3 863
Contrat d'apprentissage secteur privé et public	2 281	2 682	2 573
Contrat de professionnalisation	864	1 113	1 290
Emplois aidés hors alternance dans le secteur marchand	1 505	1 446	1 430
Contrat jeune en entreprise	672	832	920
Contrat initiative emploi 2004 (1)	231	-	-
Contrat initiative emploi 2005 (1)	530	447	355
Contrat d'insertion / revenu minimum d'activité	72	167	155
Emplois aidés dans le secteur non marchand	6 106	7 926	7 475
Nouveaux services emplois jeunes	138	82	42
Contrat emploi solidarité	1 239	-	-
Contrat d'accompagnement à l'emploi	1 898	2 776	2 804
Contrat d'avenir	439	1 368	1 840
Contrat insertion dans la vie sociale	2 392	3 700	2 789
Actions du Conseil régional	4 710	3 686	3 028
Actions d'insertion et de mobilisation	1 133	881	623
Actions de préqualification	865	694	967
Stages de qualification	2 450	1 920	1 386
Emplois associatifs	262	191	52
Ensemble des entrées en mesures	15 466	16 853	15 796

(1) : Le contrat initiative emploi a été modifié en 2005 pour élargir le nombre de bénéficiaires

Flux annuels d'entrées en mesures et en formation en Limousin au titre de la politique de l'emploi

Source : Direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nouvelle progression des emplois soutenus dans le secteur non marchand

Depuis mai 2005, le contrat d'avenir et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) ont été substitués aux CES et CEC (contrat emploi solidarité et contrat emploi consolidé). Le contrat d'avenir vise à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux grâce à des actions d'accompagnement et de formation (1 840 embauches, +34,5 %). En 2007, 80 % des contrats d'avenir ont été conclus par des associations ou par des établissements publics d'enseignement. Les postes proposés concernaient dans 70 % des cas des emplois d'agents administratifs, des ouvriers du bâtiment, des agents d'entretien et de nettoyage ou des personnels d'éducation et de surveillance.

Le contrat d'accompagnement dans l'emploi s'adresse à des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du

travail. Il a donné lieu à environ 2 800 embauches en 2007. Plus des deux tiers des postes ont été ouverts dans les établissements publics d'enseignement et de santé, principalement pour des emplois relevant des services administratifs, des services à la personne, de l'hôtellerie, de l'intervention sociale ou d'activités paramédicales.

Enfin, l'ancien dispositif « nouveaux services - emplois jeunes » continue de s'éteindre, le volume d'entrées s'abaissant en 2007 à 42 recrutements, qui concernent uniquement des renouvellements de postes.

Le CIVIS poursuit ses efforts vers les jeunes en difficulté

Les actions de soutien pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ont été poursuivies avec les prestations offertes par les missions locales dans le cadre du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS). Celui-ci ouvre un droit à l'accompagnement vers l'emploi durable pour les jeunes de 16 à 25 ans, sans qua-

lification ou de niveau maximum « bac+2 non validé », qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle. 2 800 nouveaux jeunes sont entrés dans ce dispositif en 2007 (3 700 en 2006) et 42 % font l'objet d'un accompagnement renforcé pour construire leur parcours d'insertion jusqu'à l'emploi.

Diminution des autres entrées dans les actions de formation

Les autres actions de formation relèvent désormais de la compétence unique du Conseil régional. En 2007, près de 3 000 stagiaires ont été accueillis dans ces formations financées par la Région, contre 3 500 en 2006. 46 % des actions menées visaient la qualification des stagiaires, 30 % étaient des actions de préqualification (20 % en 2006) et 21 % des actions d'insertion et de mobilisation.

Dans le même temps, le Conseil régional a comptabilisé 750 bénéficiaires de « chèques langues » (1 040 en 2006) et plus de 1 600 bénéficiaires de « chèques informatiques » (1 900). Ces formules plus souples permettent aux demandeurs d'emploi d'accéder à des modules spécifiques de formation.

Enfin, 52 embauches en « emplois associatifs » ont été aidées par la Région en 2007 et 551 postes ont été créés ou maintenus au titre de ce dispositif depuis juillet 2004.

*Rémy Puybaraud,
Direction régionale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation
professionnelle*

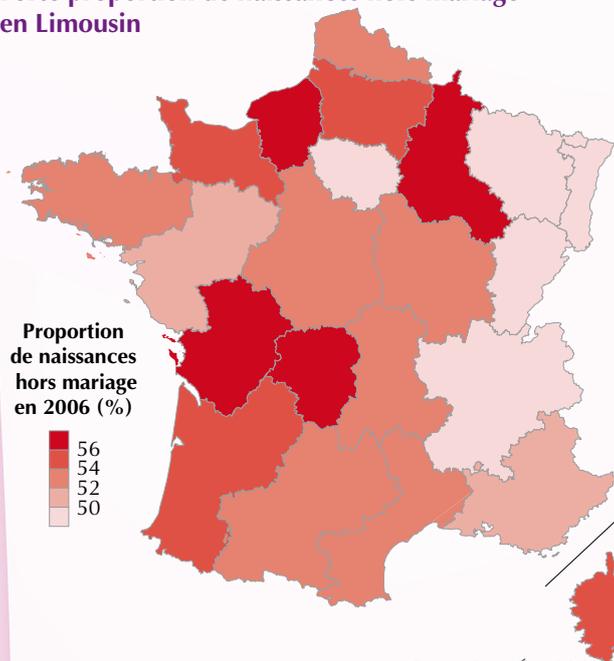
Démographie

Plus de 7000 naissances pour la troisième année consécutive

En 2007, le nombre de naissances diminue légèrement en Limousin mais reste au-dessus de la barre des 7 000. Le solde naturel, bien qu'en amélioration constante depuis 2003, reste négatif en raison de l'âge élevé de la population. Le nombre de mariages se stabilise tandis que le succès du PACS s'affirme d'année en année.

Au 1^{er} janvier 2007, la population du Limousin est estimée à 727 000 personnes, soit 1,15 % de la population française, départements d'outre-mer compris. Depuis le recensement de 1999, la région a gagné 16 200 habitants, soit une progression annuelle de 0,25 %, en deçà toutefois de celle de la France métropolitaine (0,6 %).

Forte proportion de naissances hors mariage en Limousin



Le Limousin enregistre pourtant un solde naturel négatif, soit un déficit des naissances sur les décès (en 2007, près de 1 440 décès de plus par rapport aux naissances). Ainsi, la croissance démographique de la région résulte de son attractivité migratoire. Contrairement aux régions du nord et de l'est de la France, le Limousin compense son déficit naturel par des arrivées de population supérieures aux départs. C'est le département de la Haute-Vienne qui attire le plus de migrants (+850 habitants par an depuis 1999). Par ailleurs, il

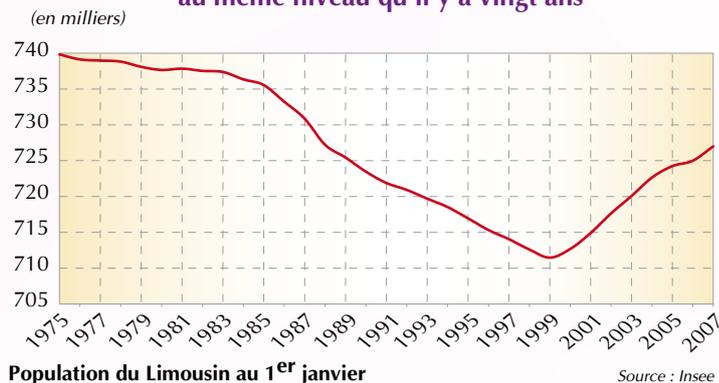
est le seul de la région à afficher un solde naturel positif, alors que les deux départements de la Creuse et de la Corrèze enregistrent plus de décès que de naissances.

7 000 naissances dont 4 000 hors mariage

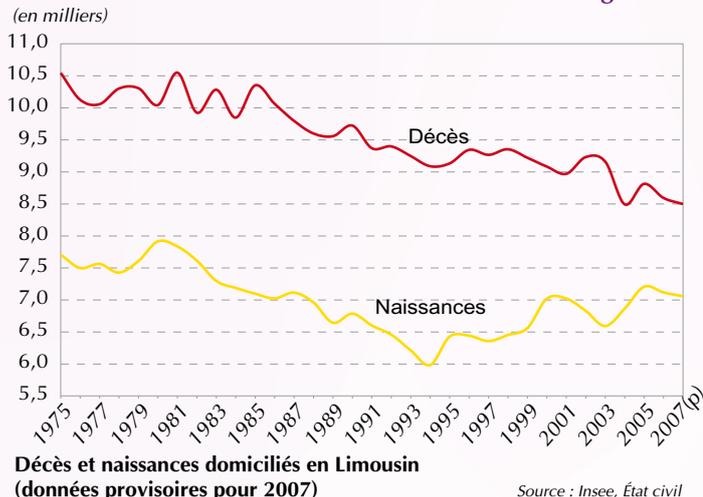
En 2007, 7 058 bébés sont nés de mères domiciliées en Limousin. Si la natalité diminue faiblement dans la région, elle poursuit sa hausse en Haute-Vienne. C'est ainsi que 54 % des naissances concernent ce département.

Après avoir atteint des niveaux exceptionnellement bas avant l'an

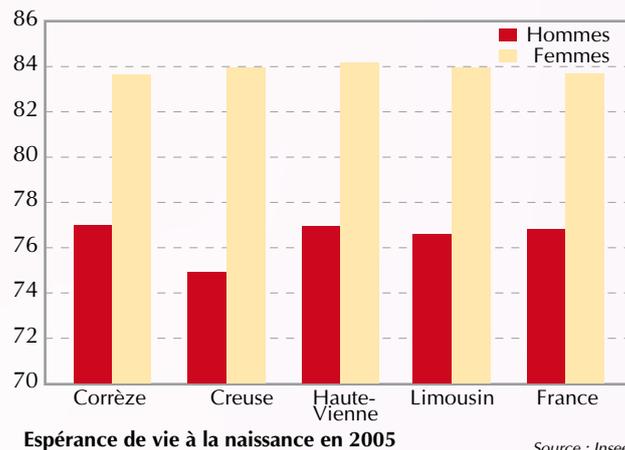
La population du Limousin au même niveau qu'il y a vingt ans



Le solde naturel s'est fortement réduit en vingt ans



Écart d'espérance de vie hommes-femmes plus élevé dans la région



2000, le Limousin a vu son indicateur conjoncturel de fécondité progresser et atteindre 1,73 enfant par femme en 2005, taux le plus élevé depuis 15 ans. Des trois départements du Limousin, la Corrèze est le plus fécond. Il est le seul à atteindre le niveau national avec 1,92 enfant par femme.

Les naissances hors mariage sont majoritaires et continuent leur progression. En 2006, le Limousin est la quatrième région où la part des naissances hors mariage est la plus élevée. Leur proportion atteint 56,5 % du total des accouchements, soit 7 points de plus qu'en France métropolitaine. La Creuse détient le record régional avec 65 % de naissances hors mariage.

l'exception de quelques inflexions ponctuelles, notamment en 2002 et 2005.

Le taux de mortalité est de 12,2 décès pour 1000 habitants en 2005. Il est en légère progression par rapport à 2004, et reste supérieur au taux national qui est de 8,6 ‰. Cet écart est notamment dû à la plus forte proportion de personnes âgées dans notre région. En effet, les personnes de 60 ans ou plus représentent plus du quart de la population limousine, soit 7 points de plus qu'en moyenne métropolitaine. En Creuse, le tiers de la population est âgé de 60 ans ou plus.

ce a progressé d'un an et 8 mois pour les Limousins et de 6 mois pour les Limousines. Ces dernières vivent un peu plus longtemps que la moyenne française, alors que c'est l'inverse pour les hommes de la région.

C'est en Corrèze que l'espérance de vie est la plus longue pour les hommes (77 ans), en Haute-Vienne qu'elle est la plus élevée pour les femmes (84 ans). En comparant avec les autres régions de métropole, le Limousin est au sixième rang pour l'espérance de vie féminine et au douzième pour l'espérance de vie des hommes.

Des décès en diminution malgré l'âge élevé de la population

En 2007, d'après les résultats provisoires disponibles, 8 500 personnes environ sont décédées dans la région. Le volume annuel des décès domiciliés tend à décroître régulièrement depuis une vingtaine d'années, à

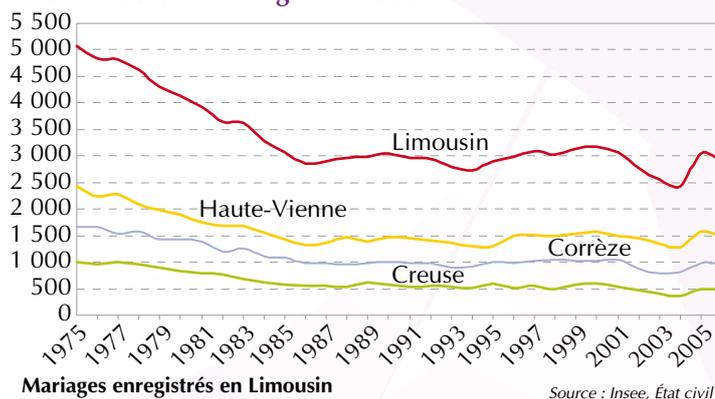
Espérance de vie : plus de 7 ans d'écart entre hommes et femmes

En 2005, l'espérance de vie à la naissance en Limousin est de 76 ans et demi pour les hommes et de 84 ans pour les femmes. Depuis 2000, l'espérance de vie à la naissance

Les PACS : près d'un quart des unions

En 2006, 2 923 mariages ont été célébrés dans la région. Ce nombre s'est stabilisé depuis 2005. Depuis leur création fin 1999, le nombre de pactes civils de solidarité (PACS) ne cesse de progresser, en Limousin comme en France : 890 PACS ont été conclus en 2006 dans la région. Ce chiffre représente presque un quart des unions. Dans la même année, ce sont 1 320 divorces qui ont été prononcés en Limousin, soit une diminution de 20 % par rapport à 2005.

Moins de 3 000 mariages en 2006



Céline Carton,
Dominique Hilaire,
Direction régionale de l'Insee

Bâtiment, travaux publics

Une conjoncture encore exceptionnelle en 2007

À nouveau, la construction neuve s'est montrée fortement dynamique en 2007. Une demande soutenue, bien que plus modeste, est également observée en matière de rénovation et d'entretien. Enfin, l'activité reste exceptionnelle dans les travaux publics, sous l'effet de la demande tant publique que privée ; les entrepreneurs sont malgré tout pessimistes sur les évolutions futures, compte tenu des inquiétudes relatives aux nouvelles orientations dans le domaine des infrastructures.

Malgré une demande moins active en fin d'année 2007, les ouvertures de chantier sont plus nombreuses qu'en 2006 (+200 logements), année pourtant déjà exceptionnelle. Toutefois, la demande a tendance à s'essouffler en fin d'année, surtout dans le secteur du logement collectif. Les observations faites l'année passée se confirment en particulier pour la Corrèze, où l'on enregistre une diminution importante dans le secteur des appartements (-69 %). À l'inverse, c'est dans ce secteur que les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne connaissent leur plus forte augmentation, conséquence du volume important de logements autorisés au cours des années précédentes.

Dans le secteur non résidentiel, on observe un net repli en Haute-Vienne du nombre des ouvertures de chantier (surface totale en diminution de 26 %), dans tous les domaines. Les autres départements font beaucoup mieux (15 % de sur-

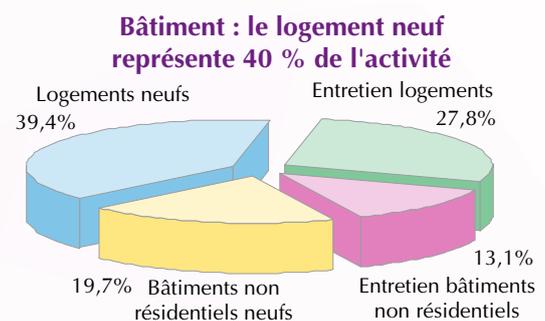
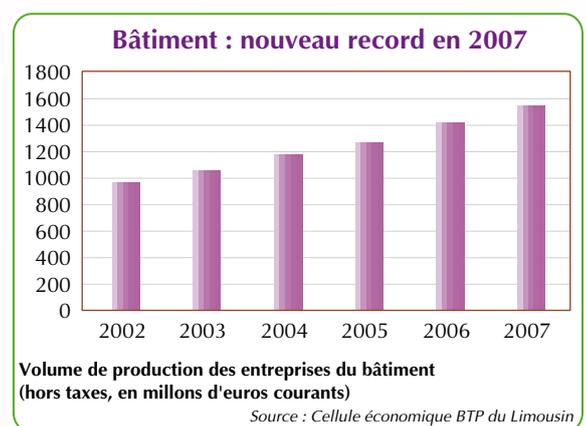
faces supplémentaires pour la Corrèze et 32 % pour la Creuse), surtout dans le domaine des bâtiments de commerce.

Rénovation-entretien : sur le même rythme qu'en 2006

L'activité dans l'entretien et la rénovation conforte sa progression : +4,5 % sur les douze mois pour le logement, identique à celle enregistrée en 2006. Dans le secteur des bâtiments non résidentiels, l'accélération est particulièrement sensible : le rythme d'évolution en fin d'année s'élève à 5 %, comparable à celui réalisé au niveau national, contre 3,5 % l'année précédente.

Le regain d'activité au quatrième trimestre dans ce dernier secteur,

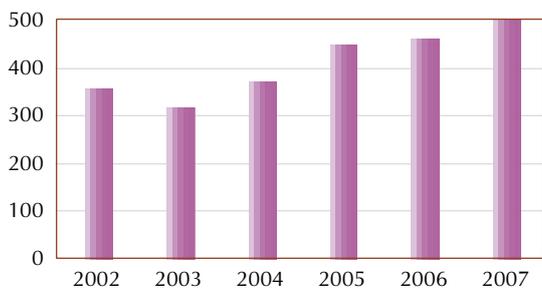
à contre-courant de la situation de la construction de logements, devrait se confirmer en début d'année 2008. En effet, les professionnels se montrent satisfaits du renouvellement de



Répartition du volume de production des entreprises du bâtiment en 2007

Source : Cellule économique BTP du Limousin

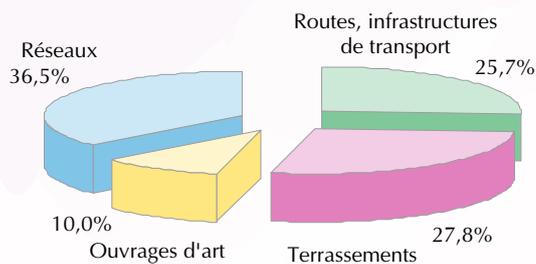
Travaux publics : une quatrième année de hausse



Volume de production des entreprises de travaux publics (hors taxes, en millions d'euros courants)

Source : Cellule économique BTP du Limousin - enquête FRTP Limousin

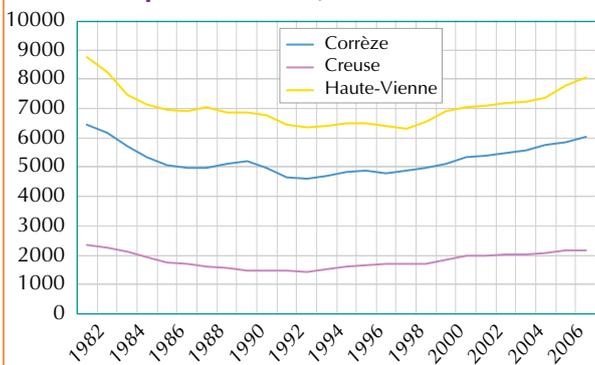
Travaux publics : les infrastructures de transport représentent le quart de l'activité



Répartition du volume de production des entreprises de travaux publics en 2007

Source : Cellule économique BTP du Limousin - enquête FRTP Limousin

L'emploi salarié toujours bien orienté



Emploi salarié dans le bâtiment et les travaux publics

Source : Assedic Limousin Poitou Charentes

leurs carnets de commandes, aussi bien pour les artisans que pour les PME et les grands établissements.

Une conjoncture encore active en 2008

Compte tenu du haut niveau de la demande des périodes précédentes, la construction resterait active en 2008, tant pour le logement neuf que pour les constructions de bâtiments non résidentiels, dont les taux de croissance sont proches. Toutefois, le secteur du logement collectif ne devrait pas échapper à une

Emploi dans le BTP et vieillissement de la main-d'œuvre

Depuis 1999, l'emploi salarié est en progression régulière dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Il en découle un besoin important de recrutement, que les entreprises ont souvent du mal à concrétiser. Cette situation est à la fois due à des phénomènes conjoncturels et structurels. D'une part, il s'agit de répondre à une demande soutenue de la clientèle, et d'adapter l'appareil de production à la tension actuelle des marchés. Dans ce contexte, un moindre remplissage des carnets de commande aurait pour conséquence de freiner les projets d'embauche.

D'autre part, le vieillissement de la population active du secteur induit un besoin élevé de renouvellement : selon les constats effectués dans le cadre de l'Observatoire emploi formation du BTP, la moyenne d'âge des salariés du secteur se situe à 39 ans en Limousin, et 21 % ont plus de 50 ans. Ce constat laisse augurer une persistance des besoins de recrutement à moyen terme, plus particulièrement orientés vers une main-d'œuvre qualifiée ou très qualifiée.

Dans la période 1999-2005, le nombre de jeunes de moins de 25 ans employés dans le BTP a plus que doublé, ce qui reflète à la fois le dynamisme des entreprises pendant cette période, mais aussi le retour à une meilleure attractivité des métiers de la construction auprès des nouvelles générations.

baisse, conséquence de l'affaiblissement de la demande observée en Haute-Vienne et en Corrèze.

L'entretien-amélioration sera encore un marché porteur, bien que son taux de progression en Limousin soit inférieur d'un point au niveau national. L'effet Grenelle de l'Environnement, en imposant aux logements davantage de contraintes environnementales, devrait influencer positivement sur les carnets de commande des professionnels.

progressé en 2007, pour atteindre 10 % de plus que l'année précédente. L'explication réside vraisemblablement dans la concrétisation des marchés conclus au cours des mois précédents. Toutefois, dans le même temps, les entrepreneurs ont observé une baisse des commandes. Cette situation se traduit par des craintes pour l'activité future, quelle que soit la maîtrise d'ouvrage ; ce sentiment est peut être accentué par le discours qui laisse à penser, Grenelle de l'Environnement aidant, que les besoins en infrastructures ne sont plus une priorité dans le domaine routier.

Travaux publics : bons résultats mais fortes inquiétudes

Après une baisse sensible au cours du dernier trimestre 2006, l'activité des travaux publics a fortement

Henri Pauniat,
Direction régionale de l'Équipement

Construction neuve

L'offre de logements neufs est au sommet

L'apaisement envisagé fin 2006 ne s'est pas produit l'an dernier : la construction de logements et de locaux non résidentiels est restée très dynamique en 2007. Dans la région, appartements et maisons mis en chantier ont continué à augmenter dans les zones les plus urbanisées, à l'exception notable de l'aire urbaine de Brive. Au fil des mois, les signes de ralentissement sont de plus en plus perceptibles et les projets autorisés sont d'ores et déjà moins nombreux.

L'offre de logements neufs a continué d'augmenter en 2007, pour la septième année consécutive. Ce cycle de croissance est le plus long de ces vingt dernières années. Au total, près de 5 700 logements ont été mis en chantier en Limousin en 2007, soit une croissance de 4 % par rapport à l'année précédente. Ce niveau de production est deux fois plus élevé

Toujours un niveau élevé de mises en chantier

	Nombre	Évolution 2006-2007 en %
Corrèze	1 741	-9
individuel	1 559	+17
collectif	182	-69
Creuse	717	+13
individuel	590	-5
collectif	127	n.s.*
Haute-Vienne	3 047	+11
individuel	1 902	-3
collectif	1 145	+46
Limousin	5 505	+4
individuel	4 051	+3
collectif	1 454	+5

*non significatif

Logements ordinaires mis en chantier en 2007

Source : DRE-SHET Limousin / SITADEL

qu'au cours des années 90. Cependant, le profil mensuel de l'année écoulée marque une tendance au ralentissement.

Dans le contexte national, le Limousin occupe une place privilégiée. D'une part, sa performance est bien réelle comparée à la quasi-stabilité nationale (+0,3 %). D'autre part et toutes proportions gardées, ce dynamisme place le Limousin devant des régions d'importance comme l'Île-de-France, Midi-Pyrénées, la Bretagne ou Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Rebond de l'édification d'immeubles, grâce aux investisseurs

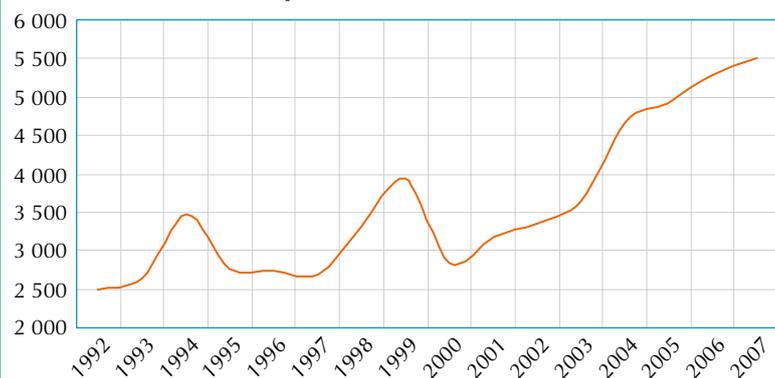
Après l'hésitation de l'année passée, la construction d'appartements a été particulièrement forte en 2007. Elle croît de 5 % et atteint plus de 1 450 logements supplémentaires. Elle est soutenue essentiellement par les investisseurs privés et par

les organismes HLM. Les premiers destinent leurs logements en majorité à la vente, alors que les seconds participent à l'augmentation de l'offre locative sociale. En revanche, les particuliers dont l'investissement locatif est la principale motivation, sont en retrait sur le segment des appartements pour la deuxième année consécutive. Enfin, bien que modeste en volume, une offre nouvelle de 150 logements est à signaler pour les résidences collectives, essentiellement pour les personnes âgées.

L'habitat individuel garde le vent en poupe

La demande pour l'habitat individuel ne faiblit pas. Plus de 4 000 maisons ont été mises en chantier en 2007, soit une augmentation annuelle de 3 %. Avec huit maisons sur dix, les particuliers construisant pour leur propre usage portent le dynamisme du secteur. L'effort de construction de logements indivi-

Contre toute attente, la construction poursuit son emballement en 2007



Nombre de logements ordinaires commencés en Limousin

Source : DRE-SHET Limousin / SITADEL

duels des organismes HLM est également soutenu. Il augmente de près de 30 % en un an.

Des évolutions territoriales plus différenciées

La construction de logements reste vigoureuse en Creuse et en Haute-Vienne, alors qu'elle décline pour la seconde année consécutive en Corrèze. L'intensité de la construction est forte dans les aires urbaines régionales, mis à part Brive-la-Gaillarde où le logement collectif accentue une correction initiée en 2006.

Le volume des mises en travaux est également important pour les locaux non résidentiels. Il est supérieur de 9 % à la moyenne décennale. L'activité est particulièrement dynamique sur ce segment immobilier en Creuse et en Corrèze, alors qu'elle diminue en Haute-Vienne. Les équipements commerciaux doublent les surfaces construites, alors qu'équipements collectifs et immobilier d'entreprise sont en net retrait.

Dynamisme, jusqu'à quand ?

Dans les prochains mois, la construction de logements devrait amorcer un repli en Limousin. Les

autorisations de construire ont en effet diminué de 17 % en 2007 et les stocks apparents en attente de mise en chantier sont à des niveaux relativement faibles.

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer ce repli annoncé. L'augmentation importante des coûts de la construction affaiblit la solvabilité des porteurs de projet immobilier, en particulier les ménages en première accession. D'autre part, les conditions de financement du logement sont devenues moins favorables que par le passé. Enfin, la baisse de confiance des consommateurs pour les perspectives économiques a probablement également influé sur cette tendance.

Après avoir constitué le facteur déterminant de la conjoncture régionale du logement neuf pendant trois ans, l'offre nouvelle d'appartements sera la première affectée. Le nombre de logements collectifs autorisés en 2007 est en net retrait (-40 %). De même, et malgré une demande plus structurelle, le nombre de maisons autorisées a diminué de 4 % en 2007.

Malgré la contribution positive des locaux commerciaux et des bâtiments industriels en Corrèze et

Avertissement

Ces informations reposent pour l'essentiel sur l'exploitation des permis de construire et des événements réglementaires accompagnant les projets jusqu'à leur réalisation. La mise en place de la réforme du code de l'urbanisme au 1^{er} octobre 2007 a entraîné des perturbations dans le recueil des données administratives. En particulier, certains services instructeurs n'ont pu transmettre la totalité de leurs informations sur le dernier trimestre. Rapporté à l'ensemble de l'année 2007, l'impact de ces difficultés sur la qualité de la statistique reste toutefois marginal.

en Creuse, et des bureaux en Haute-Vienne, la surface autorisée en bâtiments non résidentiels décroît également (-5 %). Le reflux des projets en bâtiments agricoles et en équipements collectifs en Haute-Vienne explique l'essentiel de cette tendance.

Les aires urbaines moyennes et l'espace rural mieux orientés

La construction diminuera probablement dans les grandes aires urbaines régionales au cours de l'année 2008. En revanche, les perspectives sont mieux orientées pour celles de Tulle et Guéret. Les territoires ruraux conservent également un certain dynamisme, en particulier dans le nord et le nord-est de la Haute-Vienne.

Pour autant, l'offre de logements neufs restera partout importante. Elle devrait retrouver les niveaux de l'année 2005, déjà supérieure de 20 % à la moyenne décennale.

*André Pagès,
Direction régionale de l'Équipement*

Une correction brutale

Après les premiers signes manifestes observés au cours de l'année précédente, le marché limousin des appartements neufs s'est retourné brutalement en 2007. L'offre est devenue surabondante et peine à trouver une demande plus réservée que par le passé. Si en volume d'activité, le constat est indéniable, la tendance est plus incertaine pour les prix, qui poursuivent leur ascension à un rythme ralenti.

Après cinq années de hausses continues des ventes et un apogée atteint en 2006, la saturation du marché du collectif neuf est devenue réalité en Limousin. Avec un peu moins de 770 appartements, le niveau des réservations atteint en 2007 est équivalent à celui de 2004. En un an, la baisse est brutale : les ventes ont diminué de moitié dans la région.

Témoin de la lourdeur du marché, le délai moyen de vente des appartements s'est rapidement détérioré au cours de l'année 2007. Compris entre 5 et 10 mois jusqu'à la fin du premier semestre, il atteint

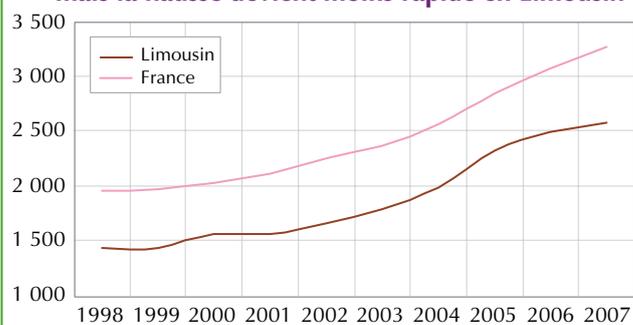
près de 30 mois à la fin de l'année.

Autre indicateur de l'atonie des marchés, le retrait des prétendants à l'acquisition devient plus fréquent. Au quatrième trimestre, une réservation sur quatre a été abandonnée ; par le passé, ce taux oscillait entre 2 et 3 %. Cette évolution doit probablement être rapprochée du durcissement des conditions d'accès au crédit et de la difficulté croissante de trouver des locataires acceptant les niveaux de loyer attendus.

L'offre tente de s'adapter

Signe évident d'adaptation des professionnels à la nouvelle donne des marchés, le volume de l'offre nouvelle décroît pour la deuxième année consécutive, de moitié comme le volume des ventes. La localisation des programmes se concentre davantage sur les deux plus grandes unités urbaines limousines, où les besoins sont potentiellement les plus importants. Autre adaptation de stratégie,

Les prix croissent toujours, mais la hausse devient moins rapide en Limousin



Valeur moyenne des appartements neufs en euros courants par mètre carré
Source : DRE-SHET Limousin / ECLN

la taille des appartements réservés évolue vers davantage d'espace au détriment des petits appartements, produits phare de ces dernières années.

Malgré le reflux de l'offre nouvelle, le niveau des stocks disponibles à la fin de l'année reste relativement élevé pour la région : près de 800 appartements cherchaient acquéreur. Les prix, qui ont été multipliés par deux en moins de dix ans, ont continué à augmenter mais plus sagement que par le passé. Même à 2 600 euros par mètre carré, le T3 limousin reste plus accessible que dans de nombreuses régions de province.

*André Pagès,
Direction régionale de l'Équipement*

La méthode

L'enquête commercialisation des logements neufs est réalisée auprès des promoteurs immobiliers. Elle ne s'intéresse qu'au marché du neuf et porte uniquement sur des opérations de cinq logements et plus, destinés à la vente aux particuliers. Les évolutions de prix retracent les variations de la valeur moyenne des biens vendus. Ces évolutions sont corrigées des effets structurels liés aux caractéristiques des biens (localisation, taille, qualité, etc.).

Aides au logement

Des soutiens publics au logement en progression

Face à des enjeux économiques et sociaux toujours très importants, et de manière plus récente, aux nouveaux défis énergétiques et environnementaux, les politiques du logement et de l'habitat occupent une place particulière dans les interventions publiques. En 2007, l'effort de l'État s'est sensiblement accru pour les aides à la pierre et les aides personnelles au logement, tandis que l'accession sociale marque un recul.

Les aides à la pierre versées en Limousin sur le budget de l'État ont atteint 12,5 millions d'euros¹ en 2007, en progression de 5 % par rapport à 2006.

Elles ont été abondantes dans le secteur du logement privé. Près de 400 logements locatifs ont ainsi été réhabilités par les propriétaires bailleurs et, grâce à une aide exceptionnelle destinée au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées, 1 250 logements appartenant à des propriétaires occupants ont été rénovés.

Dans le secteur du logement social public, les aides ont progressé de manière plus modérée. Elles ont permis le financement de l'achat ou de la construction de 770 logements, dont les deux tiers à l'aide du prêt locatif à usage social, ainsi que la réhabilitation de près de 1360 logements.

L'accession sociale et l'investissement locatif en recul

En revanche, l'accession sociale est plutôt en retrait en Limousin.

Estimé sur les neuf premiers mois de 2007, le nombre de prêts à 0 % destinés à financer un logement neuf diminue de 14 %. Le dispositif concerne plus de 1 200 prêts, soit quatre projets sur dix.

De même, l'investissement locatif marque le pas pour la deuxième année consécutive, avec une baisse de 3 % l'an. Le nombre potentiel de logements mis en chantier en Limousin et ayant pu bénéficier d'un dispositif de défiscalisation

des investissements destinés au locatif privé est évalué entre 800 et 1 000 logements en 2007, soit entre 15 % et 18 % des logements déclarés en résidence principale.

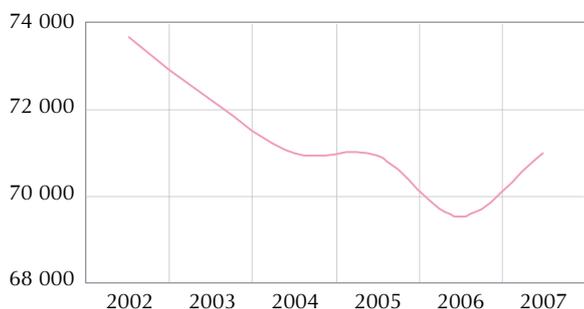
Allocations logement : plus de bénéficiaires

Tous organismes confondus, plus de 70 000 ménages limousins bénéficient d'une aide au logement. Grâce à la revalorisation des plafonds de loyer, la progression annuelle s'élève à 2 %, pour un montant total de l'ordre de 153 millions d'euros.

De nombreux instruments, de nature diverse, sont utilisés par des acteurs multiples dans le cadre des politiques du logement. Une mesure globale de l'intervention publique dépasse largement l'objet de cet article. Néanmoins, au travers de quelques indicateurs portant sur les secteurs les plus importants en volume financier au plan national, les évolutions des principaux déterminants des soutiens publics au logement en Limousin peuvent être esquissées.

*André Pagès,
Direction régionale de l'Équipement*

Des allocataires des aides au logement plus nombreux



Nombre d'allocataires des aides au logement en Limousin

Source : estimation DRE-SHET Limousin d'après CNAF/CAF et CCMSA

¹ Ces dépenses s'inscrivent dans le cadre du volet logement du plan de cohésion sociale mis en place en 2004, renforcé par la loi « engagement national pour le logement » de 2007, et du programme régional d'intérêt général (PRIG) conclu en 2005. Elles regroupent ici les prêts locatifs aidés au logement social public et les interventions de l'Agence nationale de l'habitat sur le parc privé.

Agriculture

Conjoncture et météo capricieuses en 2007

L'agriculture limousine n'a pas été épargnée par les fortes tensions qui ont affecté les marchés internationaux pour de nombreux produits agricoles. L'envolée du prix des céréales a eu des effets plutôt négatifs sur les élevages. De même, le contexte économique a été difficile pour la quasi-totalité des productions animales, avec en point d'orgue le blocage temporaire des exportations de broutards vers l'Italie du fait de la fièvre catarrhale ovine.

D'un point de vue météorologique, les vacanciers comme les agriculteurs gardent sans doute en mémoire le fait marquant de cette année 2007 : une pluviométrie estivale abondante, qui a démarré dès le mois de mai et s'est poursuivie jusqu'au début de septembre. Le mois d'avril avait pourtant été très chaud et sec, faisant craindre une nouvelle période de sécheresse. La pluie, qui a fait peu après son apparition, a favorisé dans les prairies une pousse d'herbe importante. Cependant, la succession de périodes humides a perturbé la première coupe de foin, l'a retardée, voire l'a rendue impossible dans certains cas. Les éleveurs qui le pouvaient ont eu recours à l'enrubannage. Au final, avec des volumes supérieurs à une année normale, la qualité de fourrage est très variable. Récolté tardivement, il est souvent composé d'herbe trop mûre et de regain, avec parfois un taux d'humidité élevé qui hypo-

thèque une bonne conservation, et en réduit l'attrait.

La flambée du prix du blé s'ajoute à celle des carburants

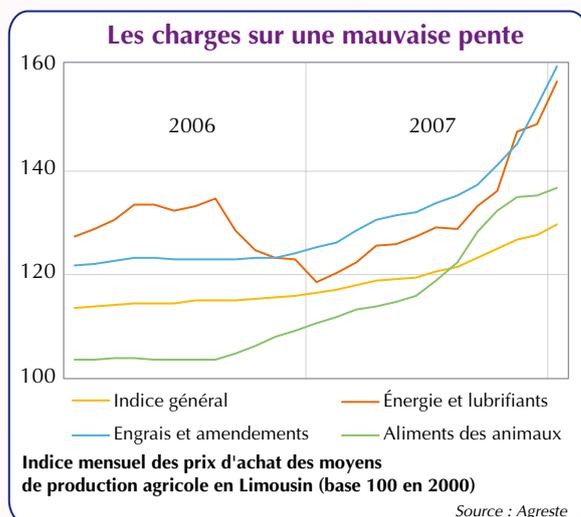
La forte pluviosité de l'été est bénéfique au développement végétatif du maïs. Les éleveurs qui complètent la ration fourragère de leur cheptel par du maïs ensilé bénéficient de rendements élevés. Le constat est plus mitigé pour les autres céréales, qui affichent une baisse de production d'environ 10 %. À l'approche de l'été, des ten-

sions sont apparues sur les marchés internationaux, notamment sur celui du blé dont les cours ont bondi de 160 euros par tonne en juin, à plus de 200 en septembre. Cette envolée est due à une conjonction d'événements : recul de la production en Europe, niveau des stocks mondiaux au plus bas, demande en hausse dans les pays émergents et concurrence avec l'utilisation de céréales pour la fabrication de biocarburants.

Si cette hausse profite aux exploitants qui vendent des céréales, elle pèse sur les coûts de production des éleveurs qui en achètent pour nourrir leur cheptel. La cherté du blé milite pour une plus grande autonomie alimentaire au sein des élevages. Elle est d'autant plus ressentie qu'elle se conjugue à l'envolée des prix des carburants et des engrais.

La fièvre catarrhale donne des sueurs aux éleveurs

Hormis pour le veau, la conjoncture de la viande bovine marque un net repli par rapport



L'état du cheptel en 2007

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Limousin
Bovins	314 300	443 600	373 500	1 131 400
dont vaches nourrices	141 800	177 400	144 900	464 100
dont vaches laitières	10 600	9 300	14 100	34 000
Ovins	65 150	110 800	443 600	619 550
dont brebis nourrices	47 150	72 900	300 000	420 050
Caprins	4 520	9 600	8 190	22 310
dont chèvres	3 300	7 150	6 100	16 550
Porcins	55 940	61 210	31 450	148 600
dont porcs à l'engrais	28 000	28 200	13 200	69 400

Le cheptel en Limousin en 2007 (nombre de têtes)

Source : Agreste - SAP 2007

aux prix enregistrés en 2006. Le marché des broutards, fortement dépendant de la demande italienne, a connu une baisse au cours du premier semestre 2007. À partir de septembre, l'extension des foyers de fièvre catarrhale ovine¹ a touché progressivement le bassin allaitant limousin. Cette maladie, qui touche également les bovins, a conduit à des restrictions aux transports d'animaux vivants afin d'en limiter la propagation. Les exportations de broutards vers l'Italie ont ainsi été paralysées. Après un blocage de près de deux mois pour les premiers éleveurs touchés, et un dépistage rendu obligatoire pour les animaux, les sorties ont repris dans un climat difficile, où l'importance des stocks pèse sur les prix. Sur l'ensemble de l'année, les cours sont en retrait de 10 à 12 % mais les effectifs exportés restent finalement identiques à l'année précédente, grâce à la réactivité des acteurs de la filière.

Au premier semestre 2007, les animaux finis destinés à la boucherie ont connu eux aussi des conditions de vente difficiles. Les cours des jeunes bovins, et dans une moindre mesure ceux des vaches de réforme, n'ont cessé de baisser. Les principales raisons évoquées sont une offre trop

¹La fièvre catarrhale ovine, également appelée maladie de la langue bleue, est une maladie virale. Elle ne touche que les ruminants et n'inspire donc aucune inquiétude ni pour la population, ni pour le consommateur. La transmission se fait par l'intermédiaire de moucherons. En 2007, des mesures réglementant les mouvements d'animaux vivants ont été prises pour limiter l'extension de la maladie.

abondante et une baisse tendancielle de la consommation, aggravée par des conditions climatiques estivales défavorables aux viandes à griller.

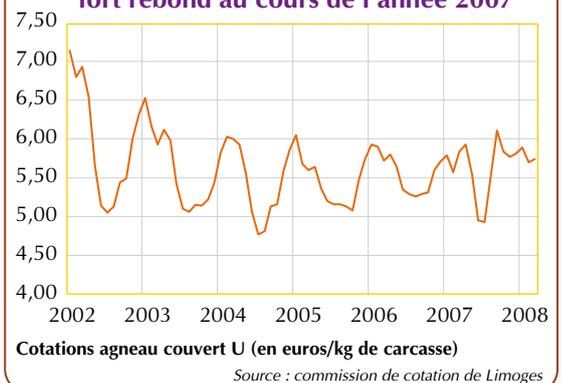
Veaux et laitiers tirent leur épingle du jeu

L'environnement international a été plus favorable aux éleveurs de vaches laitières, en raison de la flambée des prix des produits laitiers sur le marché mondial. La hausse a été particulièrement forte au cours du second semestre 2007. En moyenne annuelle, le prix du litre de lait payé au producteur progresse de près de 6 %.

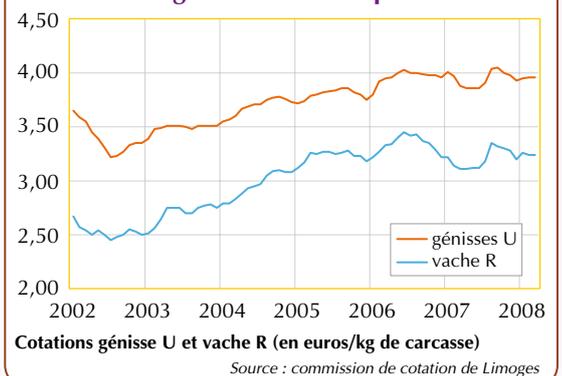
Les cours élevés du veau (+9 %) résultent d'une offre particulièrement réduite dans plusieurs pays européens. L'augmentation générale du prix du lait pèse cependant sur le coût de l'alimentation des veaux de boucherie, ce qui incite les engraisseurs à la plus grande prudence. Le cours du veau sous la mère, peu dépendant du cours des matières premières est aussi en hausse, de l'ordre de 4 %.

Le cours de l'agneau reste globalement stable, mais a connu de fortes perturbations, notamment un point bas en juillet sous la pression des viandes importées. Les cours se sont redressés à partir du mois d'août suite au blocage des impor-

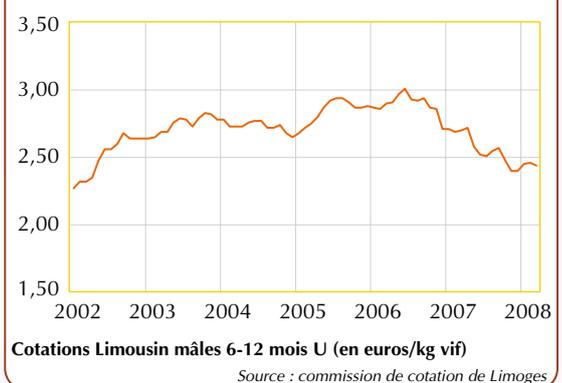
Cours des agneaux : fort rebond au cours de l'année 2007



Cours des gros bovins : des prix chahutés



Cours des broutards : retour six ans en arrière



tations britanniques pour cause de fièvre aphteuse.

Les résultats obtenus par les producteurs de lait et de veaux ne compensent pas à eux seuls la conjoncture difficile de la majorité des productions d'élevage de la région. Couplée à une hausse des charges d'approvisionnement, celle-ci entraîne logiquement une baisse du revenu moyen des exploitations du Limousin.

*Pascal Prévot,
Direction régionale
de l'Agriculture et de la Forêt*

Transports

Une nouvelle année de progression du trafic

En Limousin, la mobilité des personnes progresse en 2007 quel que soit le mode de transport considéré : routier, aérien ou ferroviaire. Les infrastructures mises en service récemment rencontrent un succès particulier. Les transports collectifs ne sont pas en reste, notamment les trains express régionaux et le réseau de l'agglomération limougeaude. Enfin, l'aéroport de Limoges, fort d'une fréquentation en hausse constante, développe de nouvelles liaisons.

En raison de la décentralisation d'une partie du réseau national, toutes les données de comptage routier ne sont pas encore disponibles pour l'année 2007. En Limousin, les évolutions les plus notables de trafic concernent les autoroutes et les infrastructures récemment mises en service.

A89 : encore une marge de progression importante

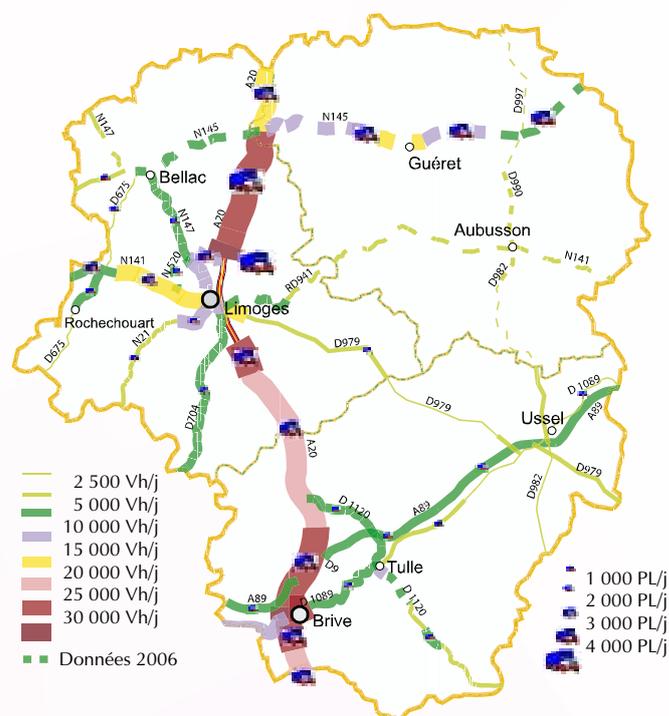
L'autoroute A89 achevée récemment se distingue par une forte croissance, tant du trafic poids lourds que du trafic global. Le nombre total de véhicules progresse de 7,5 à 9,5 % selon les sections. Il varie de 6 100 à presque 9 000 véhicules en trafic moyen journalier annuel. Le nombre moyen de poids lourds qui fréquentent l'A89 varie de 1 000 à 1 100 véhicules par jour, en augmentation de 13 à 19 % par rapport à 2006 selon les sections. Si ces progressions sont importantes, les valeurs restent modestes eu égard à la qualité

de l'infrastructure et à son potentiel d'écoulement de flux de trafic.

A20 : une augmentation dans la moyenne

L'A20 constitue le maillon nord-sud de l'aménagement autoroutier du Limousin. Cette autoroute gratuite supporte des flux de trafic qui varient de 20 à 66 000 véhicules en moyenne journalière annuelle, dont 3 000 à 4 600 poids lourds. La section la plus chargée de l'A20 est la traversée de l'agglomération de Limoges (échangeurs 27 à 38).

Des axes structurants pour la région



Trafics 2007 en Limousin sur le réseau routier national et les principales routes départementales

Source : Données fournies par la DIRCO et les Conseils Généraux de la Haute-Vienne et de la Corrèze

Cette autoroute voit croître sa fréquentation de façon normale, en moyenne, puisque l'évolution s'établit à +1,7 %. Sur certaines sec-

tions, la croissance est plus importante cependant : c'est le cas de la portion située entre les échangeurs 46 et 50, où l'évolution s'établit à +5,5 %. Il s'agit en effet de la partie de l'A20 qui assure gratuitement la continuité de l'autoroute A89. Il y aura lieu d'observer l'évolution du phénomène.

Les nouvelles infrastructures drainent le trafic

Autour de Limoges, deux points particuliers ont concentré l'attention en 2007 : il s'agit d'une part de la « voie de liaison sud » qui relie le carrefour du Clos Moreau à l'échangeur 36, d'autre part de la déviation d'Aixe-sur-Vienne qui prolonge la RN 520 (ex RD 2000). Sur la voie de liaison sud, le trafic s'établit en moyenne à 21 130 véhicules par jour pour les mesures effectuées en mars 2007. Quant au prolongement de la RD 2000, les mesures effectuées au cours des deux derniers mois de l'année 2007 permettent de constater le début du report de trafic attendu, avec un flux moyen de 3 600 véhicules dont 420 poids lourds.

Nouveau record pour le transport aérien

Pour la troisième année consécutive, l'aéroport de Limoges Bellegarde enregistre une performance remarquable. En effet, le trafic commercial de voyageurs s'accroît de 3,9 % pour s'établir à 391 200 passagers. Cette évolution est directement liée à la politique commerciale menée depuis plusieurs années : non seulement avec les compagnies low cost à destination de l'Angleterre, de l'Irlande, et très récemment de la Belgique, mais aussi grâce au développement, plus modeste, de liaisons intérieures vers Nice. Cette diversification géographique s'accompagne d'un élargissement de la clientèle du tourisme aux affaires. Le principal

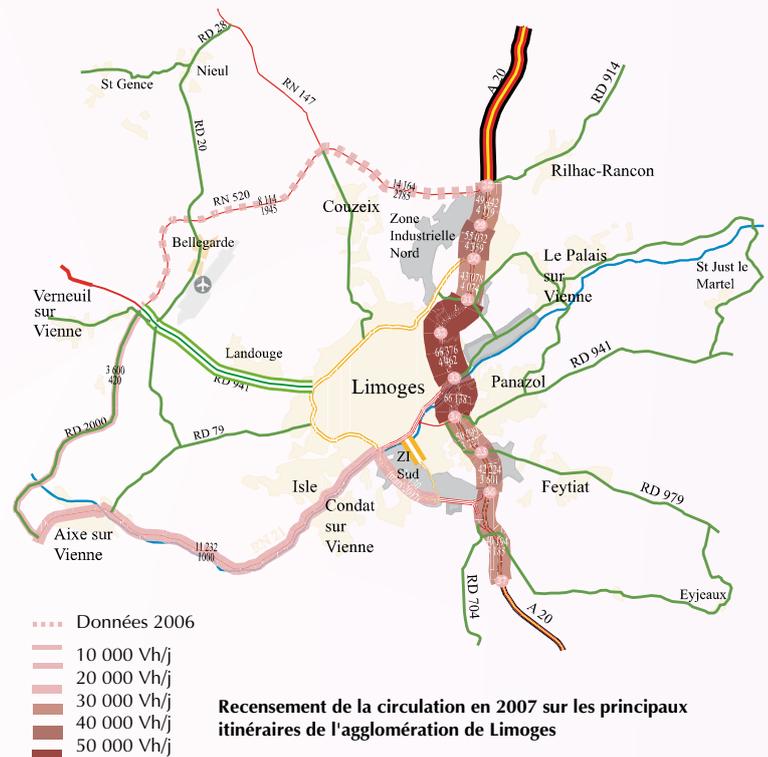
concurrent de Limoges, en tout cas du point de vue du créneau de marché, est l'aéroport de Bergerac Roumanières. Il voit, pour la première fois depuis longtemps, son trafic décroître très légèrement pour s'établir à 254 400 passagers.

De bons résultats pour les transports collectifs

De la même façon, la bonne santé du transport express régional (TER) s'est confirmée en 2007. Son trafic et ses recettes augmentent, avec des croissances respectives de 2,4 et 6,0 %. La hausse de fréquentation des TER ne se dément pas depuis 2004, alors que les résultats étaient auparavant en baisse régulière.

Le regain de fréquentation est identique pour les transports urbains, au moins pour l'agglomération de Limoges pour laquelle la progression de la fréquentation du réseau TCL est de 15 %, pour une évolution de l'offre de 3 % sur le nombre de kilomètres parcourus. En ce qui concerne Brive-

Zoom sur l'agglomération de Limoges



Recensement de la circulation en 2007 sur les principaux itinéraires de l'agglomération de Limoges

Sources : Données fournies par la DIRCO, le Conseil Général de la Haute-Vienne et l'agglomération de Limoges

la-Gaillarde, les évolutions sont plus modestes avec un accroissement du nombre de voyages de 1,7 % et une offre en progression de 0,8 %.

Accroître le transport ferroviaire de marchandises ?

Le fret ferroviaire est ouvert à la concurrence depuis 2007. Des objectifs clairs ont été fixés par le Grenelle de l'Environnement pour accroître la part du transport ferroviaire de marchandises. Il se trouve qu'en 2006, le tonnage transporté par des trains a cessé de diminuer dans la région. La part modale du fer, jusqu'ici orientée à la baisse, enregistre un très léger rebond pour la première fois depuis six ans. Passant de 2,4 % à 2,8 % du volume global d'échanges, elle demeure toutefois très faible. Des projets pour la développer ont vu le jour en 2007, d'autres sont en gestation. Son évolution est donc à suivre très attentivement dans les années à venir.

Denis Guillon,
Direction régionale de l'Équipement

Enseignement

Deux tiers de bacheliers dans une génération

En Limousin, le baccalauréat 2007 fait apparaître une légère diminution des taux de réussite, après des résultats exceptionnels en 2006. Ce repli concerne les trois filières de l'examen : générale, technologique et professionnelle, mais il est plus marqué dans ces deux dernières. L'académie de Limoges reste bien placée pour la proportion de bacheliers dans une génération.

Près de 4 000 nouveaux bacheliers généraux et technologiques ont obtenu l'examen l'an dernier dans l'Académie de Limoges. Ils représentent 230 reçus de moins par rapport à la session de juillet 2006 : cette diminution est un peu plus forte que celle du nombre de candidats (-70). Ainsi, par rapport à l'année précédente, le taux de réussite est moindre : 83,4 % en 2007 contre 85,5% en 2006. Si l'on considère l'évolution de cet indicateur depuis plusieurs années, en écartant le millésime de 2006 qualifié d'exceptionnel dans l'académie, les résultats de 2007 s'inscrivent dans la tendance à la hausse connue depuis 1998 (+7 points).

Baccalauréat général : les taux de réussite restent élevés

Dans la filière générale, 2 677 diplômes de bacheliers ont été délivrés, soit une valeur inférieure à celle de l'an passé (2 770), dont une part

s'explique par le nombre moindre de candidats. La réussite au baccalauréat général reste inscrite dans une tendance de croissance de long terme, avec seulement un léger repli par rapport à 2006. Avec un score de 87,4 %, le pourcentage d'admis diminue à peine d'un point sur un an, et affiche 12 points de plus qu'en 1998.

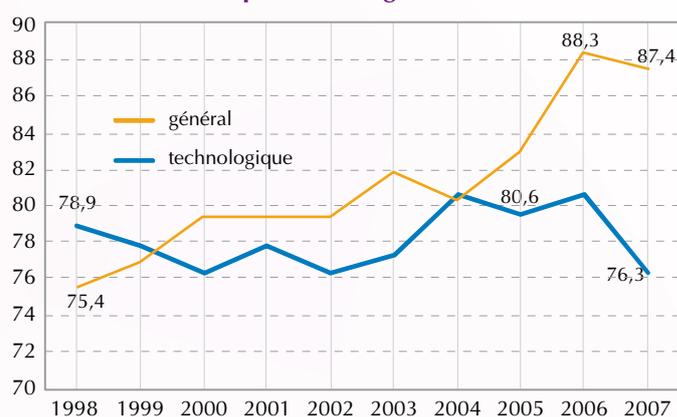
Les lycéens de la série scientifique décrochent à nouveau les taux d'admission les plus élevés : 88,4 %, loin toutefois du record de 2006 (91,6 %). La série SES (sciences économiques et sociales), dont la réussite est en progression de 3 points à 87,4 %, corrige le repli constaté en 2006. Quant au baccalauréat littéraire, il a été accordé à 84,8 % des candi-

dates, taux peu différent de celui de l'année précédente.

Baccalauréat technologique : plus de réussite en STI, moindre succès sur les autres séries

La part des candidats reçus au baccalauréat technologique en 2007 perd 4,3 points par rapport à 2006. La filière technologique quitte ainsi les scores de

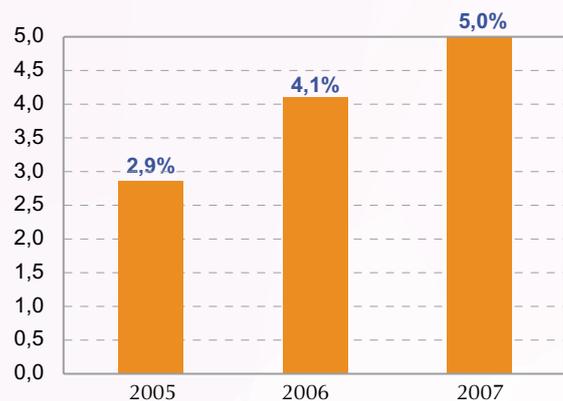
Depuis 2005, des taux de réussite supérieurs pour le bac général



Taux de réussite selon le type de baccalauréat (%)

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

Les mentions très bien deviennent de plus en plus courantes



Poids des mentions très bien toute série, baccalauréats général et technologique

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

80 % en vigueur depuis trois ans, revenant au taux de réussite observé en 2000 (76,3 %). Le nombre de diplômés est inférieur à celui de l'an passé : 1 309 contre 1 444.

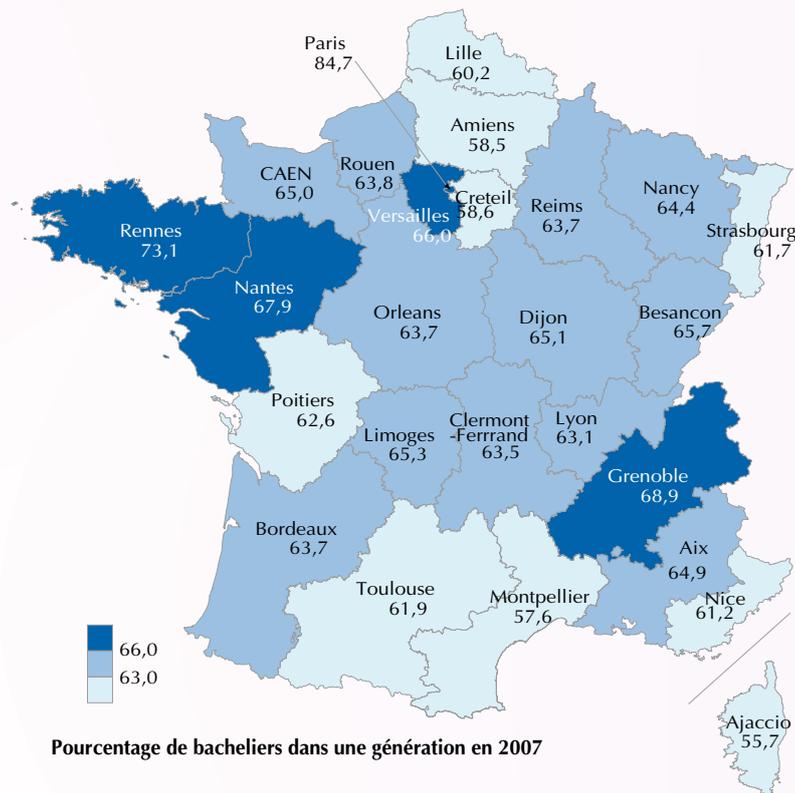
La série STI (sciences et technologies industrielles) est la seule qui parvient à admettre davantage de candidats qu'en 2006 (79,4 %, +2 points). La proportion de reçus en sciences et technologies de la gestion (STG, ex-série STT) et en sciences médico-sociales (SMS) est en baisse très nette (-7 à 9 points).

Progression des mentions très bien

Le nombre de candidats distingués par des mentions très bien est en hausse sensible. 5 % des admis au baccalauréat général ou technologique obtiennent cette récompense en 2007, soit 198 candidats. La part des mentions très bien parmi les admis progresse de façon continue depuis plusieurs années : elle ne dépassait pas 1,4 % en 2002. Une hausse est également observée cette année malgré la légère régression du taux de réussite global.

Pour les séries générales, principales pourvoyeuses de men-

L'académie de Limoges bien placée



Pourcentage de bacheliers dans une génération en 2007

Source : Rectorat de l'académie de Limoges

tions très bien, ce fait illustre bien l'amélioration continue des résultats depuis dix ans. Elles accordent en effet cette récompense à 7 % des reçus, contre 5,6 % en 2006. La série scientifique, à elle seule, comptabilise 155 mentions très bien en 2007, contre 120 en 2006 et 74 en 2005, soit respectivement 11 %, 8 % et 5 % des admis.

Huit candidats sur dix obtiennent le baccalauréat professionnel

Dans la filière professionnelle, 1 084 candidats ont été recensés à la session 2007, dont 80 % ont été reçus. Tout en restant à un niveau élevé de réussite, le score du baccalauréat professionnel perd ainsi quatre points par rapport à la session précédente. La performance académique se situe encore deux points

au-dessus du niveau national. Les résultats peuvent varier de manière significative d'une spécialité à une autre, mais cette année les spécialités du secteur secondaire et du secteur tertiaire ne divergent guère.

Les bacheliers représentent les deux tiers d'une classe d'âge

De manière constante, l'académie de Limoges présente une proportion de bacheliers dans une génération¹ (65,3 %) plus élevée que dans la majorité des régions. Structurellement, les bacheliers généraux constituent un peu plus de la moitié de l'ensemble des reçus, les bacheliers technologiques plus d'un quart.

¹Proportion de bacheliers dans une génération : il s'agit de la proportion de bacheliers dans une génération fictive de jeunes qui auraient à chaque âge les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée.

Sanitaire et social

Formation aux professions paramédicales : plus de 2 350 élèves en 2007

En 2007, le Limousin offre huit formations aux professions paramédicales. Celles-ci se répartissent dans vingt centres, dont onze en Haute-Vienne et sept en Corrèze. Ils rassemblent 2 356 élèves toutes années d'études confondues, et 907 diplômés en sont sortis l'année dernière. Plus de huit étudiants sur dix possèdent leur baccalauréat. Les deux tiers des élèves bénéficient d'une aide financière.

En 2007, vingt établissements de formation aux professions paramédicales sont implantés en Limousin. Au total, huit formations sont proposées :

- quatre formations de base paramédicales : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, aides-soignants et auxiliaires de puériculture,
- une formation médicale : sages-femmes,
- trois formations spécialisées : infirmiers anesthésistes, infirmiers de bloc opératoire et cadres de santé infirmiers.

Sept élèves sur dix en écoles d'infirmiers

Le Limousin dispose de six instituts de formation en soins infirmiers : trois en Corrèze, un en Creuse et deux en Haute-Vienne. En 2007, ils rassemblent 1 637

étudiants répartis sur les trois années de formation, et âgés en moyenne de 24 ans. 86 % sont des filles. L'accès à cette formation demande d'être titulaire du baccalauréat, à moins d'avoir exercé au moins trois ans en tant qu'aide-soignant ou auxiliaire de puériculture. Parmi les nouveaux inscrits, les trois quarts ont un niveau d'étude au moins égal au baccalauréat. Les deux tiers de ces derniers détenaient un bac SMS ou S.

En 2007, 392 nouveaux diplômés d'infirmiers ont été délivrés, soit un taux de réussite de 94 %. La moyenne d'âge des diplômés était de 26 ans.

Aides-soignants : une moyenne d'âge de trente ans

En 2007, on dénombre en Limousin sept écoles d'aides-soignants, dont trois en Corrèze, une en Creuse et trois en Haute-Vienne. Elles rassemblent 349 élèves, âgés en moyenne de 30 ans, dont 93 % de filles. Une année d'études est nécessaire pour obtenir le diplôme d'aide-soignant. Aucun diplôme n'est exigé pour cette formation, même si le tiers des élèves est titulaire d'un baccalauréat : en majorité SMS, STG et bac professionnel.

Vingt centres de formation en Limousin

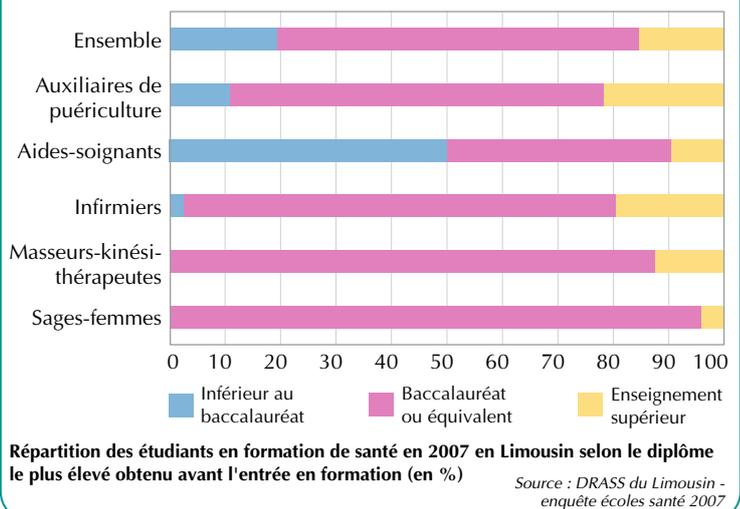
Types de Formations	Nombre de centres	Nombre d'étudiants	Part des filles	Âge moyen des inscrits	Nombre de diplômés délivrés	Taux de réussite	Moyenne d'âge des diplômés
Infirmiers	6	1 637	86 %	24 ans	392	94 %	26 ans
Aides-soignants	7	349	93 %	30 ans	376	92 %	30 ans
Sages-femmes	1	91	90 %	22 ans	17	94 %	24 ans
Masseurs kinésithérapeutes	2	177	56 %	24 ans	42	95 %	27 ans
Infirmiers anesthésistes	1	29	66 %	30 ans	15	100 %	32 ans ^{1/2}
Infirmiers de bloc opératoire	1	10	90 %	30 ans	6	100 %	34 ans
Cadres de santé infirmiers	1	25	72 %	39 ans	24	96 %	39 ans
Auxiliaires de puériculture	1	38	97 %	24 ans	35	97 %	25 ans

Les formations sanitaires en Limousin en 2007

Source : DRASS du Limousin - enquête Ecoles santé 2007

L'enquête « écoles de santé » du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative est une enquête statistique auprès de l'ensemble des centres de formation aux diplômés professionnels de la santé sous tutelle de ce ministère. Elle est réalisée tous les ans. Ses objectifs sont de connaître l'évolution des formations aux professions de la santé, d'établir la statistique annuelle des diplômés, de comptabiliser les étudiants ou élèves en formation et d'étudier certaines de leurs caractéristiques : sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, origine sociale des parents...

Plus de huit étudiants sur dix sont bacheliers



L'an dernier, 376 jeunes diplômés sont sortis des rangs des écoles, soit un taux de réussite de 92 %. Parmi les diplômés, 41 ont obtenu le diplôme d'aide-soignant par équivalence après un an d'études d'infirmier.

Masseurs-kinésithérapeutes : parité hommes-femmes

Les deux écoles limousines de masseurs-kinésithérapeutes sont situées à Limoges : ce sont celles de la Croix Rouge et de l'APSAH (Association pour la promotion sociale des aveugles et autres handicapés). En 2007, elles accueillent 177 élèves, répartis sur les trois années de formation et âgés en moyenne de 24 ans. Le nombre d'étudiants est équilibré entre hommes et femmes.

Pour accéder à cette formation, il faut être titulaire du baccalauréat ou

avoir une expérience professionnelle de cinq ans, excepté pour les élèves de l'APSAH orientés par les maisons du handicap. Ainsi, parmi les nouveaux inscrits de 2007, les trois quarts sont titulaires d'un baccalauréat. Pour 86 % d'entre eux, il s'agit d'un bac S. L'an dernier, 42 nouveaux masseurs-kinésithérapeutes ont reçu leur diplôme, soit un taux de réussite de 95 %. La moyenne d'âge des diplômés était de 27 ans.

Une formation issue des études médicales : sage-femme

L'école de sages-femmes de Limoges, unique établissement de ce type implanté dans la région, forme 91 élèves en 2007. Âgés en moyenne de 22 ans, ils sont répartis dans les quatre années de formation. Près de 90 % sont des filles. L'admission

dans cette formation est subordonnée au classement à l'issue de l'examen de fin de première année du premier cycle des études médicales. Tous les étudiants sont donc titulaires du baccalauréat, pour l'essentiel un bac S. En 2007, 17 nouveaux diplômés de sages-femmes ont été délivrés, soit un taux de réussite de 94 %. La moyenne d'âge des diplômés était de 24 ans.

Deux étudiants sur trois bénéficient d'une aide financière

Près des deux tiers des étudiants limousins, toutes formations confondues, ont bénéficié en 2007 d'une prise en charge financière. Pour plus du tiers d'entre eux, il s'agit d'une bourse du Conseil régional, pour le quart du fond pour demandeurs d'emploi et pour un sur cinq d'une aide provenant de la promotion professionnelle hospitalière. Les autres aides financières émanent du Conseil général (9 % des étudiants), du congé individuel de formation (2,5 %), de la formation continue (2 %), d'une allocation en cours d'études (1,5 %) ou d'autres types de prise en charge (5 %).

Le type de formation suivie est fortement lié à l'origine sociale

Catégorie sociale du parent chef de famille	Infirmier	Aide soignant	Masseur-kinésithérapeute	Sage-femme	Auxiliaire de puériculture
Agriculteur	7	8	5	4	0
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	10	11,5	16	17	16
Cadre	19	6	45	42	14
Profession intermédiaire	13	7	8	17	5
Employé	24	22	16	8	30
Ouvrier	22	32	5	12	35
Inactif	3	2	3	0	0
Non renseigné	2	11,5	2	0	0
Ensemble	100	100	100	100	100

Répartition des nouveaux inscrits en 2007 en Limousin selon le type de formation suivie et l'origine sociale (%)

Source : DRASS du Limousin - enquête Ecoles santé 2007

*Véronique Livertout,
Direction régionale des Affaires
sanitaires et sociales*

Revenu minimum d'insertion

Décroissance sensible du nombre d'allocataires du RMI

Après plusieurs années de hausse ininterrompue dans la région, le nombre d'allocataires du RMI a connu une importante diminution en 2007 (-8,5 %). Conforme à l'évolution nationale, cette évolution favorable concerne d'abord les jeunes, premiers à profiter de la reprise de l'emploi. Les spécificités départementales évoluent peu : la Corrèze conserve le taux d'allocataires le plus faible.

En France métropolitaine, la régression du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI), entamée dès 2006 (-0,9 %), s'est accélérée au cours de l'année 2007 (-8,6 %). Cette baisse s'explique par la conjoncture plus favorable du marché du travail et, dans une moindre mesure, par le changement du système d'intéressement qui entraîne une sortie plus précoce du RMI en cas de reprise d'emploi¹.

Dans la région, le nombre d'allocataires n'avait pas diminué en 2006 (+1,7 %). Il enregistre enfin une baisse en 2007, la première depuis cinq ans. Au 31 décembre, les Caisses d'allocation familiale (CAF) versent le RMI à 8 391 allocataires, contre 9 166 l'année précédente. Sur l'année, l'évolution observée en Limousin (-8,5 %) est ainsi identique à celle connue au niveau national. Dans le même temps, la population couverte décroît de 7,5 %, pour s'établir à 16 786 personnes.

¹ Pour plus d'informations : Le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2007, DREES/CNAF, Études et résultats n° 627, mars 2008.

Un taux de bénéficiaires sensiblement moins élevé en Corrèze

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Limousin
Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2007	1 808	1 626	4 957	8 391
Nombre d'allocataires CAF au 31 décembre 2007	33 591	16 576	61 094	111 261
Bénéficiaires du RMI (en % du nombre d'allocataires CAF)	5,4	9,8	8,1	7,5
Bénéficiaires du RMI (en % de la population totale)	0,8	1,3	1,4	1,2
Évolution sur 12 mois du nombre de bénéficiaires (en %)	-11,6	-6,7	-7,8	-8,5
Nombre de personnes couvertes par le RMI	3 402	3 271	10 113	16 786
Nombre de personnes couvertes par le RMI (en % de la pop. totale)	1,4	2,7	2,8	2,3
Part des bénéficiaires depuis moins d'un an (%)	28	17	25	24
Montant moyen du RMI versé au titre de décembre 2007 (en euros)	359	387	386	380

Source : Caisses d'allocation familiale

Les disparités entre départements perdurent

Cette décroissance n'est pas homogène sur le territoire régional. En effet, comme en 2006, le département de la Corrèze fait apparaître l'évolution la plus favorable. Le nombre d'allocataires du RMI y a diminué de 11,6 % alors que, dans le même temps, la Haute-Vienne et la Creuse observaient une décroissance moins rapide avec des baisses respectives de 7,8 % et 6,7 %.

Le nombre d'allocataires des CAF au titre du RMI, rapporté à l'ensemble de la population, est désormais de 1,2 % en Limousin. Il reste bien inférieur au niveau métropolitain (1,6 %). Ce taux s'abaisse à 0,8 %

en Corrèze et atteint 1,4 % en Haute-Vienne.

Les évolutions récentes ne modifient guère la répartition entre les

Le revenu minimum d'insertion, instauré par la loi du 1^{er} décembre 1988, est versé par les Caisses d'allocation familiale et la Mutualité sociale agricole. Au 1^{er} janvier 2008, le montant du RMI pour une personne seule est de 447,91 euros.

Pour des raisons de disponibilité de l'information, l'analyse réalisée ici repose uniquement sur le champ couvert par les Caisses d'allocation familiale et n'inclut pas les bénéficiaires du régime agricole ; il sous-estime donc le nombre d'allocataires.

Une expérimentation du RSA en Creuse

Depuis le 1^{er} mars 2008, le département de la Creuse expérimente le revenu de solidarité active (RSA)¹. L'objectif de cette nouvelle prestation est d'assurer l'augmentation des ressources d'une personne bénéficiaire d'un minima social qui prend ou reprend un travail, exerce ou accroît son activité, afin d'atteindre un revenu garanti qui tient compte des revenus d'activité professionnelle et des charges de famille.

L'expérimentation du RSA en Creuse est ouverte aux bénéficiaires du RMI (dès lors que le foyer RMI accède à un emploi d'au moins 108 heures par mois) et aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API) : pendant les trois premiers mois d'activité, le revenu garanti est égal au montant maximum du minimum social (API ou RMI) ajouté aux revenus d'activité. Les mois suivants, le revenu garanti correspond au montant maximum de l'API ou du RMI, ajouté à 70 % des revenus d'activités.

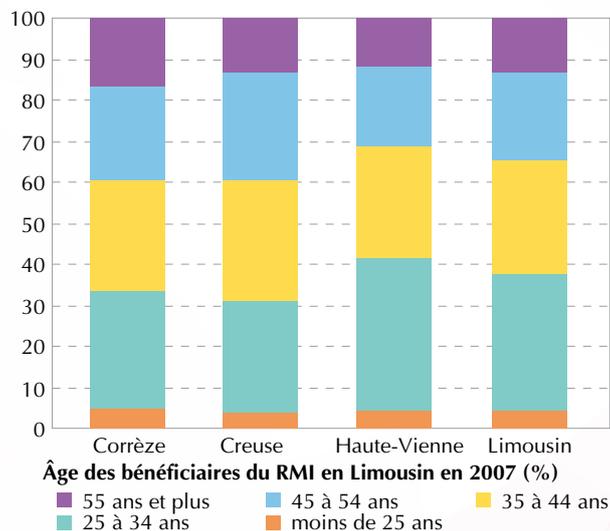
¹ selon les conditions fixées par le Conseil général (pour le RMI) et le décret n° 2007-1228 du 5 octobre 2007 (pour l'API).

trois départements : la Haute-Vienne (50 % de la population régionale) rassemble 60 % des allocataires du RMI du Limousin, la Creuse et la Corrèze en concentrant chacune approximativement 20 %.

La reprise de l'emploi profite d'abord aux jeunes

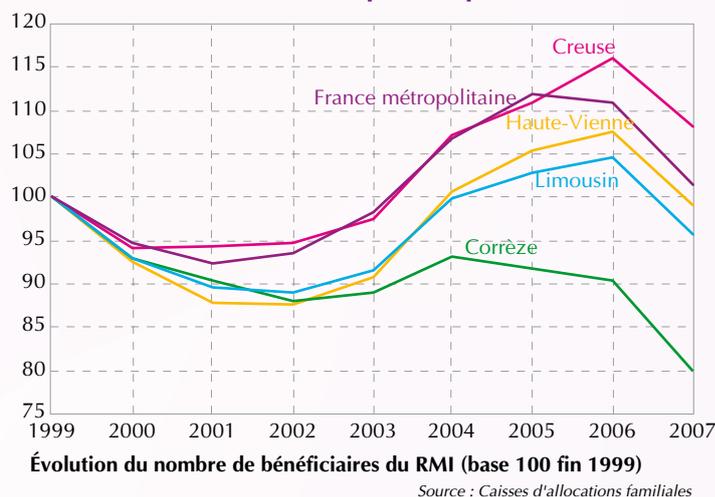
La baisse du nombre d'allocataires ne concerne pas toutes les tran-

Le tiers des allocataires a plus de 45 ans



Source : Caisses d'allocations familiales

Première diminution depuis cinq ans en Limousin



Source : Caisses d'allocations familiales

ches d'âge. En effet, l'amélioration de la situation de l'emploi profite d'abord aux âges les plus jeunes : les allocataires du RMI âgés de 25 à 35 ans sont désormais moins de 2 800, contre 3 300 en 2006 (-18 %).

À l'opposé, les personnes de plus de 55 ans sont plus nombreuses qu'un an auparavant (1 100). C'est en Corrèze que les allocataires du RMI sont les plus âgés : dans ce département, 17 % d'entre eux ont plus de 55 ans, contre 13 % en Creuse et 12 % en Haute-Vienne. À titre de comparaison, 37 % de la population totale dépasse 55 ans en Corrèze, contre 40 % en Creuse et 33 % en Haute-Vienne.

Comme en 2006, six allocataires du RMI sur dix sont des personnes seules, et deux sur dix sont des parents isolés, c'est-à-dire vivant seuls avec au moins un enfant à charge.

L'ancienneté dans le dispositif est plus élevée en Creuse

En Limousin comme en métropole, plus

de trois allocataires sur quatre bénéficient du RMI depuis plus d'un an. Toutefois, les allocataires creusois sont proportionnellement plus anciens dans le dispositif. Plus de 80 % d'entre eux bénéficient de cette ressource depuis plus d'un an. En Corrèze, cette proportion est de 72 %.

Le RMI n'est pas toujours l'unique source de revenus

En Limousin, 22 % des allocataires du RMI ne perçoivent aucune autre ressource, alors que cette part est de 28 % au niveau national. C'est en Haute-Vienne qu'elle est la moins importante : 20 %, contre 24 % en Corrèze et 26 % en Creuse.

Dans les trois départements, 38 % des bénéficiaires du RMI le cumulent avec des ressources extérieures autres que des prestations sociales des CAF. Celles-ci viennent en déduction du montant versé. Au final, la somme moyenne versée chaque mois aux allocataires atteint 380 euros en Limousin.

Mathilde Pierre,
Caisses d'allocations familiales
de la Corrèze et de la Creuse
Frédéric Arnaud,
Caisse d'allocations familiales
de la Haute-Vienne

Tourisme

Légère progression pour les hôtels, mauvaise année dans les campings

L'année 2007 a été plutôt contrastée en matière de fréquentation pour les hôtels et les campings en Limousin. Les hôtels tirent leur épingle du jeu avec une légère hausse de fréquentation, grâce aux nuitées des Français. Pour les campings, qui ont subi fortement les aléas climatiques de l'été, il s'agit de la plus mauvaise année depuis longtemps ; seuls les emplacements équipés ont pu limiter la chute de fréquentation.

En Limousin, l'ensemble de la saison estivale 2007 a été décevante pour l'hôtellerie de plein air, avec 19 % de nuitées en moins pour les emplacements nus. Les trois départements ont été touchés par cette baisse, due surtout à une météo maussade qui a conduit les campeurs à écourter leur séjour. À l'opposé, l'année 2007 a été plutôt favorable aux hôtels, le nombre de nuitées ayant même légèrement augmenté par rapport à 2006.

Hôtellerie de tourisme : les touristes français sont toujours très présents

En 2007, l'hôtellerie de tourisme limousine comptabilise 937 000 arrivées, qui ont généré plus de 1 317 000 nuitées. L'année a donc été plutôt bonne, avec une hausse des nuitées de 0,8 % par rapport à 2006. La Haute-Vienne a connu une augmentation nettement supérieure à celle

de la région (+2,7 %), grâce notamment à la capitale régionale, qui voit sa fréquentation augmenter régulièrement depuis plusieurs années. À l'opposé, la Creuse affiche une baisse marquée (-2,7 %), alors qu'en Corrèze on observe une légère érosion (-0,6 %).

Les évolutions sont contrastées d'une période à l'autre de l'année. Les premier et quatrième trimestres ont été nettement orientés à la hausse. Le mois de février a été particulièrement favorable. En revanche, le deuxième trimestre a été décevant, avec un mois de mai en nette décroissance (-11 % des nuitées). Le troisième trimestre, qui représente à lui seul 35 % des nuitées, a connu une relative stabilité.

Dans les hôtels limousins, les touristes étrangers représentent 12 % de la clientèle. Les nationali-

Hôtels : hausse de fréquentation grâce aux touristes français

	Arrivées		Nuitées	
	2007	Évolution 2006-2007 (%)	2007	Évolution 2006-2007 (%)
Étrangers	111 150	-0,2	163 800	-6,3
Français	825 850	3,7	1 153 600	1,9
Total	937 000	3,2	1 317 400	0,8

Évolution des arrivées et des nuitées dans les hôtels limousins entre 2006 et 2007

Source : Insee

tés sont variées, mais il s'agit dans 90 % des cas d'Européens. Les touristes étrangers privilégient les hôtels « haut de gamme ». Ils ont passé 36 % de leurs nuitées dans des hôtels 3 ou 4 étoiles, contre 17 % pour les Français.

Le nombre de clients étrangers n'a pas varié entre 2006 et 2007, mais ceux-ci ont effectué des séjours moins longs : au final, le nombre de nuitées des étrangers diminue de 6,3 %. Ce changement de comportement a été largement compensé par la présence accrue des touristes français. On a comptabilisé 29 000 séjours de clients français en 2007

L'année touristique dans les meublés classés et les chambres d'hôtes en location directe

Avec un parc de près de 13 000 lits, les meublés classés constituent la seconde offre régionale derrière l'hôtellerie de plein air. Loués en moyenne 10 semaines sur l'année 2007, les gîtes connaissent une fréquentation stable par rapport à 2006. 94 % des nuitées sont françaises, dont un tiers provenant du Limousin ou des régions limitrophes. La moitié de la fréquentation annuelle s'est déroulée entre juin et août.

Quant au parc de chambres d'hôtes, il poursuit sa croissance : le nombre de lits a augmenté de 7 % et approche 2 800 en 2007. Leur taux d'occupation a légèrement progressé (23,2 % en 2007). 83 % de la fréquentation est française.

Source : Comité régional du Tourisme Limousin

(+3,7 %). Un retour en force des Français avait déjà été constaté l'année précédente.

Hôtellerie de plein air : une saison sauvée pour les emplacements locatifs

Sur l'ensemble de la saison 2007, de mai à septembre, les campings limousins affichent 738 000 nuitées, soit une baisse significative (-15 %) par rapport à la saison précédente. Les mauvaises conditions météorologiques de l'été expliquent ce résultat décevant. Les touristes français comme les étrangers sont venus moins nombreux et ont écourté leurs séjours. Les arrivées ont chuté de 8 %. Ainsi la saison 2007 est-elle

pire que la saison 2004, déjà en perte de vitesse par rapport aux années précédentes.

Les trois départements du Limousin sont concernés par la baisse de fréquentation, aussi bien française qu'étrangère. La Haute-Vienne est particulièrement touchée par la désaffection des touristes français (-22 % de nuitées), mais c'est le seul département à avoir vu les touristes étrangers arriver plus

Campings : stabilité du nombre de nuitées françaises sur les emplacements locatifs

	Ensemble	Emplacements nus	Emplacements locatifs
Nuitées totales			
2007	737 650	554 350	183 300
Évolution 2006-2007 (%)	-15,2	-18,9	-1,6
Nuitées des Français			
2007	470 250	315 100	155 150
Évolution 2006-2007 (%)	-16,8	-23,3	0,2
Nuitées des étrangers			
2007	267 400	239 250	28 150
Évolution 2006-2007 (%)	-12,2	-12,4	-10,5

Évolution du nombre de nuitées dans les campings entre 2006 et 2007 selon le type d'emplacement

Source : Insee

nombreux. Ce constat positif ne s'est toutefois pas traduit dans le nombre de nuitées. La Corrèze connaît une diminution modérée des arrivées, et plus importante des nuitées. En Creuse, arrivées et nuitées ont fortement chuté.

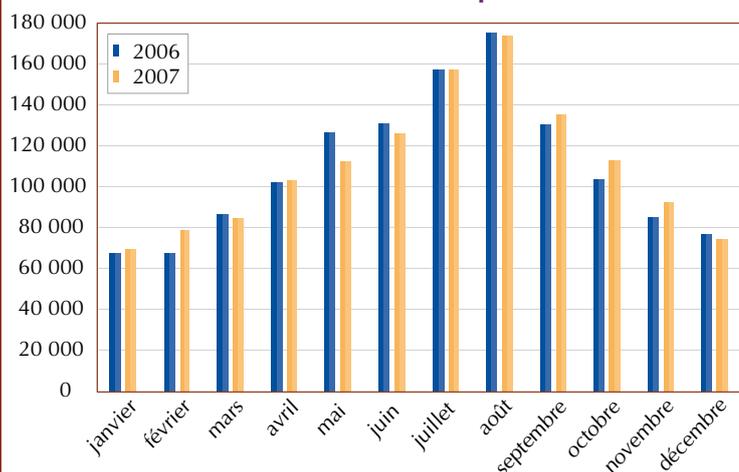
Les emplacements locatifs, c'est-à-dire équipés d'un hébergement de type bungalow, chalet ou mobile home sont de plus en plus demandés et leur taux d'occupation confirme cet intérêt : il dépasse les 34 %, contre seulement 16 % pour les emplacements nus. Durant la saison 2007, les emplacements locatifs ont connu une diminution de fréquen-

tation très limitée. L'érosion des nuitées n'y atteint pas 2 % contre 19 % sur les emplacements nus.

Les campings haut de gamme, jusqu'alors très prisés, sont aussi touchés par la baisse de fréquentation : -16 % de nuitées pour les campings trois et quatre étoiles. Dans cette catégorie, la dégradation reste limitée pour le locatif (-1,5 %), mais elle est particulièrement marquée pour les emplacements nus où elle atteint 20 %.

Martine Brethenoux,
Direction régionale de l'Insee,
Olivier Reymbaut,
Comité régional du Tourisme

Hôtels : une fin d'année plutôt bonne



Nombre de nuitées dans les hôtels limousins en 2006 et 2007

Source : Insee

La direction régionale de l'Insee remercie les organismes qui ont contribué à cet ouvrage :

Banque de France

05 55 11 53 00

Pour plus d'informations :

<http://www.banque-france.fr/>

Caisses d'allocations familiales de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

0 820 25 87 10

Pour plus d'informations :

<http://www.caf.fr/>

Comité régional du tourisme

05 55 11 05 90

Pour plus d'informations :

<http://www.tourismelimousin.com/>

Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt

05 55 12 90 00

Pour plus d'informations :

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/>

Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales

05 55 45 80 80

Pour plus d'informations :

<http://www.sante.gouv.fr/drees/>

Direction régionale des Douanes et Droits indirects de Poitiers

05 49 42 32 00

Pour plus d'informations :

<http://www.douane.gouv.fr/>

Direction régionale de l'Équipement

05 55 12 90 00

Pour plus d'informations :

<http://www.limousin.equipement.gouv.fr/>

Direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

05 55 11 66 00

Pour plus d'informations :

<http://www.limousin.travail.gouv.fr/>

Rectorat de l'académie de Limoges

05 55 11 40 40

Pour plus d'informations :

<http://www.ac-limoges.fr/>

Directeur de la publication : Michel Deroin-Thévenin

Rédacteur en chef, coordinateur : Yann Leurs

Maquette et mise en page : Isabelle Bonneau, Chantal Desbordes

Impression : Lavauzelle Graphic